

Formation de base et insertion des jeunes
en milieu rural mossi (Burkina Faso)

Jean-Marie Kohler

SOMMAIRE

Introduction : **Le projet de recherche**

- Les objectifs
- Le champ de l'étude
- Le choix du terrain au Burkina Faso
- Contenu et limites de l'étude
- Un problème global

Partie I : **Formation spécifique des jeunes ruraux et enseignement de base**

La Formation des Jeunes Agriculteurs (FJA)

- Buts et moyens
- Difficultés chroniques
- Clientèle introuvable
- Formation réduite
- Un cercle vicieux
- Une complémentarité fictive

Le système éducationnel classique

- Une école mal adaptée aux besoins du pays
- Pour une formation unique à différenciation progressive
- Un contexte favorable à la formation

Partie II : **Promotion du paysannat**

L'alphabétisation des adultes

- Les campagnes nationales d'alphabétisation
- Pour une alphabétisation fonctionnelle
- Cours par correspondance en langue vernaculaire

Formations techniques et développement

- Leçons du passé et perspectives actuelles
- Un milieu rural en profonde mutation
- Les critères d'évaluation des formations

Les promoteurs de la formation et du développement

- Le système national de vulgarisation
 - La vulgarisation extensive
 - L'encadrement sur les périmètres irrigués
- Les Organisations Non Gouvernementales
 - Deux ONG parmi cent cinquante
 - Les associations « Naam »
 - Pragmatisme et formation sur le tas

Parie III : **Contraintes et blocages structurels**

- La société traditionnelle
- L'environnement socio-économique
- Un rendez-vous manqué

Conclusion : **Orientations générales**

Annexe : **Liste des documents cités**

Introduction

Le projet de recherche

Les objectifs

Cette étude s'inscrit dans le cadre d'une tentative d'évaluation globale et rapide des problèmes que rencontre, en Afrique, la formation et l'insertion des jeunes en milieu rural. Elle est conduite à l'initiative du Ministère de la Coopération et du Développement de la République Française dans quatre États : le Burkina Faso, le Cameroun, le Sénégal et le Tchad¹.

Au-delà des multiples évaluations sectorielles réalisées par les responsables des programmes de développement et par les bailleurs de fonds, l'objectif poursuivi est de dégager quels sont, dans la conjoncture actuelle, les enjeux fondamentaux des politiques de formation à la base, d'apprécier la pertinence des programmes en cours, et de fournir des propositions pour la mise en oeuvre de politiques plus efficaces.

L'élaboration d'une nouvelle problématique pour les politiques de formation est non seulement commandée par les échecs nombreux et coûteux enregistrés en matière de formation au cours des dernières décennies, mais encore par les contraintes inédites des mesures d'ajustement structurel imposées par la Banque Mondiale. Comment « *rendre les activités agricoles et rurales non agricoles plus attractives et plus rémunératrices* », alors que l'État va devoir restreindre les fonctions de formation et d'appui qu'il assurait jusqu'à présent auprès des paysans ?

Si cette étude doit prioritairement porter sur les formations destinées à la jeunesse rurale non scolarisée ou déscolarisée, elle ne saurait se borner à cela. Pour apprécier la portée de ces formations, il est indispensable de les situer dans l'ensemble du champ des pratiques sociales qui déterminent les modalités et l'impact des politiques éducationnelles et de développement. L'insertion des jeunes ne peut être étudiée qu'en rapport avec les positions et les stratégies des autres acteurs sociaux en lice, avec les structures traditionnelles dominées par les aînés, comme avec l'environnement économique et politique relevant du système capitaliste ou de l'État.

La démarche préconisée pour la réalisation de la recherche se veut résolument pragmatique. C'est à la faveur d'un inventaire rapide de ce qui, en matière de formation à

¹ La mission d'étude au Burkina Faso s'est effectuée du 10 octobre au 2 novembre 1990, et devait aboutir à la rédaction, dans un délai d'un mois, d'un rapport d'expertise destiné aux responsables politiques et techniques de la Formation Rurale. Ce document devait à la fois tenir compte de la problématique spécifique de ses destinataires, et se conformer au genre littéraire de ce type de production. La présente version reprend à peu près tel quel ce rapport, avec ses limites – la plus regrettable étant le manque de notes critiques et de références bibliographiques.

la base, se fait concrètement dans une ou deux petites régions de chaque pays intéressé, que doit pouvoir être formulé un diagnostic. Celui-ci se fondera sur le rendement respectif des programmes observés, sur la façon dont ils sont ou ne sont pas articulés entre eux, et s'insèrent ou ne s'insèrent pas dans le cadre d'une politique nationale. En marge de la mise à plat et de la comparaison des divers programmes, l'attention doit également se porter sur les innovations qui surgissent à l'initiative du milieu rural lui-même, et sur les canaux qui en assurent la diffusion.

Le champ de l'étude

Les formations rurales interviennent à trois niveaux, étroitement interdépendants quoique spécifiques : auprès de la jeunesse, auprès des adultes et auprès des formateurs. L'action auprès des jeunes a longtemps été considérée comme prioritaire, car opérant au sein de la catégorie sociale censée représenter par excellence l'avenir. Mais, devant l'ampleur de la tâche et la longueur des délais d'efficacité, une autre stratégie s'est peu à peu imposée : l'éducation de base en milieu adulte, encore appelée développement communautaire. Puis, chacune de ces options ayant révélé ses limites et son coût, on en est venu à privilégier une politique de formation tous azimuts des formateurs. En même temps qu'un cheminement de la recherche, cette évolution traduit l'essor passé et les perspectives actuelles de reflux des structures de formation, au plan institutionnel et en termes financiers. De fait, la formation est devenue un élément essentiel de la panoplie des développeurs, sans que l'on sache toujours à qui, des formés ou des formateurs, elle profitera le plus. Les véritables enjeux des diverses sortes de formations finissent souvent par être masqués par des discours totalisants sur le développement, alors qu'émerge, de façon contradictoire, le mirage de la fin de la formation par l'auto-formation.

Tandis que certaines formations visent plutôt l'acquisition de connaissances générales (c'est le cas des programmes scolaires), d'autres accompagnent la transformation des conditions de vie au plan économique et social (notamment dans le cadre des actions menées par les services techniques de l'Administration, les Projets de développement et les ONG). Les interférences entre ces deux approches exigent que toute réflexion approfondie sur les politiques de formation les prenne en compte toutes les deux, dans la perspective d'un développement intégré. Les connaissances générales n'acquiescent de valeur opérationnelle qu'en étant insérées dans des contextes pratiques, et une transformation durable du milieu ne peut être obtenue que moyennant la maîtrise d'un minimum de connaissances générales. Le rôle de l'alphabétisation apparaît donc aussi important que celui de la vulgarisation agricole, et une évaluation globale des formations rurales exige la prise en considération de l'une et de l'autre.

L'analyse des diverses expériences de formation peut répondre à trois options qui, sans s'exclure entre elles, ont des portées politiques différentes. Elle peut se limiter à une évaluation comparée des méthodes de formation sous l'angle de la pédagogie du développement – étude des discours, des pratiques et des rapports entre discours et pratiques. Elle peut, pour une conjoncture donnée comme cadre de référence, essayer d'aboutir à une appréciation comparée de l'efficacité des politiques sectorielles de formation. Enfin, au-delà des questions de pédagogie et d'évaluation conjoncturelle, l'analyse peut chercher à établir les conditions d'élaboration de politiques globales de formation cohérentes et adéquates en identifiant les réformes de fond qui s'avèrent indispensables. Malgré son intérêt, cette dernière option n'a pas pu être retenue dans ce travail de recherche ; on la devinera cependant en filigrane dans la problématique qui a

sous-tendu les investigations, car elle seule est susceptible de déboucher sur des horizons nouveaux.

Le choix du terrain au Burkina Faso

Comparer les méthodes et l'impact des programmes de formation dans des contextes culturels, sociaux et économiques différents, constituerait la démarche la plus éclairante. Elle permettrait d'examiner si, comme cela est aujourd'hui communément proclamé, les spécificités locales sont effectivement prises en considération pour l'élaboration des programmes ; et l'analyse des effets différentiels que produisent ces spécificités sur le cours des formations dispensées se trouverait grandement facilitée. Dans le cas du Burkina Faso par exemple, il serait du plus grand intérêt de montrer comment varient les problèmes de la formation et du développement selon que l'on a affaire à une société à structures politiques centralisées ne valorisant que faiblement les activités agricoles (comme la société mossi), ou à une société à organisation communale accordant une place primordiale à l'agriculture (comme la société bwa). Mais le délai imparti à l'enquête a d'emblée exclu la possibilité d'étendre les investigations à deux ethnies.

Le choix du Mossi comme terrain d'étude a d'abord été motivé par le fait que cette aire ethnique pèse plus que toute autre sur l'avenir du Burkina Faso en raison de son volume démographique et de la faiblesse de ses potentialités économiques. En second lieu, ce choix est à mettre en rapport avec l'intérêt que représente la possibilité d'éclairer les observations actuelles par une rétrospective de vingt-cinq ans – nos recherches en pays mossi ayant débuté en 1965. Mais, pour ne pas renoncer totalement aux bénéfices d'une démarche comparative, nous avons complété les investigations effectuées dans la Province du Passoré par un repérage rapide des problèmes de formation dans la vallée du Sourou. La région de Yako peut être considérée comme assez représentative du plateau mossi ; quant au Sourou, il se caractérise par une forte implantation mossi dans les terres fertiles de l'ouest du Burkina, traditionnellement sous le contrôle d'autres ethnies, et par des formes d'organisation de la production de type collectiviste, d'un niveau technologique plus élevé (périmètres irrigués).

Contenu et limites de l'étude

La première partie du texte est consacrée à l'analyse des formations spécialement destinées aux jeunes agriculteurs et au problème plus général de la formation de base des enfants issus du milieu rural. Dans la seconde partie, il sera traité de l'alphabétisation et des formations dispensées auprès de l'ensemble de la population rurale dans le cadre des actions de développement. Puis nous fournirons, dans une troisième partie, des indications sur les déterminations globales qui, au niveau de l'ethnie mossi et du système économique en place, hypothèquent les politiques de formation. Enfin, nous avancerons quelques orientations générales susceptibles de contribuer à dégager les programmes de formation de leurs limites et contradictions actuelles.

Il va sans dire que les appréciations et les propositions consignées dans ce document relèvent plus d'impressions et d'hypothèses que de certitudes dûment vérifiées, et il convient de ne les recevoir qu'avec prudence. Comment, au terme d'une si brève enquête, portant sur des problèmes aussi complexes et comportant tant d'implications politiques, pourrait-il en être autrement ? Avant d'élaborer de nouvelles stratégies de

formation rurale dans le prolongement de cette première investigation partielle et provisoire, il serait indispensable de mener à bien un considérable travail de documentation à peine commencé, et surtout, d'engager des discussions approfondies avec les responsables burkinabé sur les différentes options politiquement envisageables.

Un problème global

En dépit des multiples échecs enregistrés en matière de scolarisation du milieu rural et d'encadrement du paysannat, les activités de formation tendent aujourd'hui à être considérées comme le « *sésame ouvre-toi* » du développement des campagnes. Fréquemment créditée d'une efficacité intrinsèque, la formation devrait, entre autres, permettre d'enrayer l'exode des jeunes ruraux et d'assurer leur insertion dans leur milieu. Mais la formation ne transcende pas les déterminations sociales, et ignorer cela ne peut conduire qu'à de nouveaux échecs – comparables à celui enregistré en pays mossi avec le système de formation conçu en faveur des jeunes agriculteurs.

En bref, on peut dire que le problème de la formation des jeunes agriculteurs mossi ne constitue, dans la conjoncture actuelle, qu'un faux problème. D'abord, parce qu'il n'existe pas, dans ce groupe ethnique, de jeunes agriculteurs susceptibles de devenir à brève échéance des producteurs autonomes (il n'y a que des jeunes ayant le statut inférieur d'aides familiaux, jusqu'à la date tardive du mariage et de la fondation d'une exploitation). Ensuite, parce que la clientèle visée par les Centres de Formation des Jeunes Agriculteurs n'est pas mobilisable : la très grande majorité des jeunes est en migration (sur les mines d'or, à Ouagadougou et dans les autres villes du pays, dans l'ouest du Burkina, et surtout en Côte-d'Ivoire). Enfin, parce qu'aucune sorte de formation n'est en mesure de retenir ces jeunes dans les villages, puisqu'aucune ne peut leur procurer sur place ce qu'ils recherchent en partant.

L'insertion des jeunes ruraux mossi dans leur milieu se joue en amont et en aval du « *temps de la jeunesse* » (15 à 30 ans). En amont, dans l'enseignement de base dispensé aux jeunes enfants : la réforme de l'école et le développement de la scolarisation sont donc à considérer comme une priorité. En aval, dans une sensible amélioration des conditions de vie en milieu rural : les interventions de formation et d'appui pourront y contribuer, mais à condition seulement que soient mises en oeuvre une politique volontariste de réforme des structures macro-économiques, et une démocratisation des pratiques sociales traditionnelles et modernes.

Le problème de la formation des jeunes renvoie donc à l'ensemble des déterminations qui commandent les positions et les trajectoires des individus et des diverses catégories sociales au sein de la société. Les discours novateurs véhiculés par la formation n'ont guère de portée par eux-mêmes ; leurs enjeux réels ne peuvent être appréciés que par rapport aux fonctions effectivement assignées à la formation – au service des intérêts immédiats des couches dominantes, ou au service, dans une visée à plus long terme, de la nation burkinabé.

Partie I

Formation spécifique des jeunes ruraux et enseignement de base

La Formation des Jeunes Agriculteurs (FJA)

Si nous consacrons un développement relativement important à l'organisation de la Formation des Jeunes Agriculteurs (FJA), ce n'est pas seulement parce que cette action représente le principal volet de la politique de formation des jeunes ruraux au Burkina Faso depuis 1975, mais c'est surtout en raison de son caractère exemplaire – aussi bien pour les motifs qui l'ont inspirée que pour les facteurs de son échec.

Buts et moyens

Face à l'école primaire classique qui n'accueille qu'une minorité des enfants scolarisables et contribue à déraciner les jeunes ruraux de leur milieu, la FJA offre aux adolescents et adolescentes de brousse âgés de 15 ans et plus, non scolarisés ou déscolarisés, une formation axée sur l'agriculture et ses activités annexes. Dans un premier temps, cette action doit freiner l'exode rural ; et, à plus long terme, elle vise une promotion globale du paysannat. Les Centres de Formation des Jeunes Agriculteurs (CFJA), qui constituent le pivot de cette politique, sont conçus comme des fermes-écoles, d'une capacité de 35 places. Dirigés par des formateurs polyvalents, ces Centres comprennent une exploitation agricole dotée d'animaux et de matériel pour la culture attelée, ainsi que d'un lot de petit équipement. Approvisionnés en vivres jusqu'aux premières récoltes, les CFJA doivent par la suite assurer leur autosuffisance alimentaire. Au cours des trois années que dure la formation, les jeunes ont à acquérir la maîtrise des techniques nouvelles d'agriculture et de petit élevage, et à assimiler un minimum de connaissances générales en langue vernaculaire ; ils accèdent aux rudiments du français parlé et bénéficient d'une instruction civique. Au terme de cette formation, ils sont invités à se constituer en Groupements de Jeunes Agriculteurs (GJA) pour être mieux à même, en commun, d'appliquer ce qui leur a été enseigné et de créer des associations coopératives. Ils bénéficient pour cela de l'appui des formateurs des CFJA, qui ont par ailleurs vocation à animer l'ensemble des initiatives prises dans leur secteur géographique en matière coopérative et d'alphabétisation des adultes.

« Les instructions de 1984 spécifient que chaque Centre doit rassembler au moins 35 jeunes, s'étendre sur un minimum de 8 ha de champs (dont les 2/3 réservés aux cultures céréalières), comporter 10 ares de jardin s'il existe un point d'eau, et disposer d'une paire de boeufs d'attelage ou d'un âne, ainsi que d'un équipement pour le labour. Concernant l'élevage, les normes édictées sont en gros les suivantes : 1 ou 2 boeufs, ou 10 à 15 moutons (ou chèvres), 10 poules pondeuses et 2 coqs, 5 lapines et 1 lapin. L'amélioration des sols doit être assurée par l'exploitation de 2 fosses fumières.

En 1984, la FJA a compté 650 Centres, 900 formateurs, 35 assistants, 73 conseillers et 13 ingénieurs. Bien qu'insuffisante en regard des exigences d'une

*politique nationale généralisée de formation rurale, ces moyens ont permis de tester la formule. À l'heure actuelle, une partie des personnels de la FJA a été détachée, notamment auprès des services de l'alphabétisation. »*²

Difficultés chroniques

Les études réalisées dans le passé pour apprécier le fonctionnement et l'impact des CFJA font toutes, semble-t-il, état de graves problèmes. Les évaluations internes réalisées en 1984 et 1989 ne sont pas les moins sévères : elles vont jusqu'à mettre en question l'existence même de la FJA³. Parmi les nombreuses carences signalées, les plus importantes ont trait à la faiblesse numérique des effectifs et à leur trop jeune âge, à la médiocre qualité des terres attribuées aux Centres, à la mauvaise gestion des moyens dont ils disposent, aux insuffisances du personnel d'encadrement, à l'inadaptation de certaines méthodes pédagogiques, et aux obstacles rencontrés dans l'animation des groupements constitués au terme des trois ans de formation.

Sont également mentionnées, dès 1984, les réticences du milieu rural face à une FJA qui est assimilée à une nouvelle forme d'« école au rabais », et les déterminations négatives relevant de la dévalorisation ambiante de l'agriculture, considérée comme une « activité dégradante, réservée à ceux qui ont échoué ça et là ». Les ultimes facteurs d'échec invoqués suggèrent un singulier manque de réalisme en dénonçant sans autre forme de procès l'influence néfaste du « capitalisme », accusé d'avoir « instauré un chacun-pour-soi égoïste aux dépens de l'esprit coopératif et solidaire », et « la non-maîtrise des phénomènes climatiques et pluviométriques, dont le caractère aléatoire compromet souvent les prévisions et les rendements ».

Clientèle introuvable

Les observations faites dans les CFJA visités confirment, dans l'ensemble, le diagnostic rapporté ci-dessus. Toutefois, il nous semble que les difficultés recensées proviennent bien plus de l'inadaptation de la FJA à la configuration et aux motivations du milieu social dans lequel elle opère, que des insuffisances de ses structures institutionnelles ou de ses personnels de formation. Les formateurs qu'il nous a été donné de rencontrer nous ont, pour la plupart, paru compétents, convaincus et dévoués. Mais les insuffisances institutionnelles ou personnelles sont d'autant plus volontiers mises en avant dans les évaluations officielles, qu'elles permettent d'occulter les contradictions réhivitoires dont la mise en évidence serait fatale pour la FJA.

Qu'il s'agisse des garçons ou des filles, le recrutement de la clientèle des CFJA représente le premier achoppement dans le contexte socio-économique actuel, voire un obstacle insurmontable. Bien qu'on ne dispose pas de données récentes sur les migrations de travail vers la Côte-d'Ivoire, et tout en admettant qu'elles tendent à diminuer du fait de

² *Contribution de la FJA dans la politique de développement rural de la RDP*, Séminaire national de la FJA, Burkina Faso, Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage, Bobo-Dioulasso, 11-15 septembre 1984.

³ *Ibid.*, *Évaluation interne de l'impact des actions de formation sur les formes des CFJA*, Burkina Faso, Ministère de l'Action Coopérative Paysanne, Ouagadougou, février 1989 ; *Séminaires sur la redynamisation des CFJA*, Burkina Faso, Ministère de l'Action Coopérative Paysanne, mai-juin 1989.

la conjoncture économique défavorable que connaît ce pays, on peut estimer à près de 35 % la proportion des garçons déjà en migration à l'âge de 15-19 ans (et on ajoutera qu'il s'agit souvent des éléments les plus dynamiques). Ces absences ne présenteraient par elles-mêmes qu'un inconvénient limité si elles n'étaient pas l'amorce d'une véritable installation en migration. Dans la tranche d'âge de 20 à 29 ans, les migrants atteignent près de 75 %, c'est-à-dire que la migration touche pratiquement tous les jeunes (les 25 % d'individus recensés comme présents comportant plus de migrants de passage ou migrants de retour que de non-migrants).

Ce sont des perspectives de départ, et non pas des perspectives d'installation agricole, qui animent les garçons à l'âge où l'on veut les recruter dans les CFJA. Ils rêvent de voyager pour se libérer de la tutelle des chefs de famille et des aînés, pour acquérir les marchandises et l'argent qui fondent le prestige parmi les jeunes, qui facilitent l'accès aux filles – et peut-être même, dans une certaine mesure, aux épouses⁴. Il est donc illusoire de penser que l'offre d'une formation, assortie d'une promesse de réussite agricole des plus hypothétiques, puisse être de nature à retenir les jeunes.

Si les filles ne sont guère plus disponibles que les garçons de leur âge, c'est en partie pour des raisons inverses. Alors que ces derniers peuvent fuir les contraintes du système social mossi en attendant le moment de leur mariage (après 30 ans), les filles sont tenues de les subir aussitôt. Les pratiques matrimoniales anciennes, toujours en vigueur, les oblige à rejoindre les hommes auxquels elles sont promises dès qu'elles atteignent l'âge de 17-18 ans ; assurant la reproduction du pouvoir économique des aînés sur les cadets à travers l'hyper polygynie (capitalisation des femmes par les aînés, retard au mariage des cadets), ces pratiques sont constitutives de l'organisation sociale mossi. Bien des filles devront par conséquent interrompre leur formation avant terme, à moins que les parents ne renoncent dès le départ à les y engager. Par ailleurs, on relèvera que la migration opère également une ponction sur le stock des filles en âge de fréquenter les CFJA : assez nombreuses sont celles qui s'enfuient avec des migrants pour échapper aux mariages forcés arrangés par les aînés.

Les jeunes n'étant pas volontaires pour venir dans les CFJA et les parents n'étant pas enclins à les y pousser, les recrutements sont effectués sous la pression de l'Administration.

⁴ De retour au pays, les migrants utilisent une part non négligeable de leur épargne pour se procurer des filles – « amantes » de passage ou « filles pour un congé » ; ou pour séduire celles qu'ils veulent entraîner avec eux en migration sans l'accord des aînés dont ils dépendent – « concubines » ou « épouses de fait » en attendant une régularisation ultérieure de l'union. Par ailleurs, nombre de migrants évoquent, comme motivation de leur migration, l'obligation de « se procurer de l'argent pour faire face aux dépenses du mariage », mais sans qu'on puisse savoir si des compensations matrimoniales monétaires tendent effectivement, ou seulement dans l'imaginaire, à se substituer aux présents symboliques, peu onéreux, offerts dans le cadre de la pratique matrimoniale coutumière. Dans l'ensemble, celle-ci semble se maintenir à l'écart du pouvoir de l'argent, même si les cadeaux en marchandises et les dons monétaires deviennent plus fréquents. Les aînés gardent d'autant plus facilement la maîtrise de la circulation matrimoniale que les cadets restent longtemps en migration, sans pour autant réussir à se doter de moyens propres leur assurant l'accès aux épouses.

« Ça (l'école primaire classique), c'est l'école où on veut aller et on ne peut pas ; et ça (CFJA), c'est l'école où on ne veut pas et on doit. Le recrutement est volontaire-obligatoire. On convoque les parents ; on lit le nom des enfants retenus sur les cahiers de recensement ; puis on sensibilise pour faire comprendre... Si les enfants sont absents ensuite, on convoque de nouveau les parents pour sensibiliser encore, et obliger. C'est comme ça, le recrutement des CFJA. Et en plus, il faut cotiser ! »

Aux difficultés des recrutements succède l'irrégularité de la fréquentation des CFJA, quand ce n'est pas l'abandon que l'on qualifie souvent – de façon significative – par l'expression « *désertion* »... Tantôt les absences résultent du manque d'intérêt des jeunes pour les activités et les perspectives qui leur sont proposées ; tantôt elles sont imputables aux parents qui retiennent les jeunes sur les champs familiaux au moment des travaux les plus pressants (comme les sarclages) – attitude d'autant plus répandue que la formation dispensée par la FJA est jugée médiocre et de peu d'utilité. Ces absences aggravent les carences de la formation FJA en multipliant les aléas pour l'acquisition des connaissances et l'organisation des travaux agricoles dans les Centres.

Formation réduite

La vocation première de la FJA est de former les jeunes ruraux à la pratique d'une agriculture améliorée et de servir d'exemple en cette matière au milieu environnant. Mais aucun des Centres visités n'est, à l'heure actuelle, en mesure de remplir cette double fonction. Les animaux de trait ont le plus souvent disparu. Ici, ils sont morts de vieillesse ou par manque de soins ; là, ils ont été « *empruntés* » ou volés. La culture attelée ne peut de ce fait être enseignée qu'en théorie, et les champs sont sarclés à la houe traditionnelle. Sans animaux de ferme, la fumure organique pratiquée par les CFJA se limite au compostage, généralement insuffisant faute de moyens de transport, tandis que le manque d'argent interdit l'utilisation d'engrais minéraux. L'unique façon culturale nouvelle systématiquement pratiquée dans les Centres est le semis en ligne, parallèlement à la pente ; mais, à elle seule, cette pratique ne constitue pas une innovation technologique capable de justifier la mobilisation des jeunes sur les champs des CFJA. Le petit élevage est à peu près partout inexistant. Ces carences sont particulièrement flagrantes et mal acceptées lorsqu'elles doivent être subies par des jeunes dont les parents pratiquent une agriculture de meilleur niveau, ce qui est de plus en plus fréquent avec les progrès de la culture attelée.

Mais les reproches les plus sévères formulés par les populations paysannes à l'égard de la FJA ont trait à la médiocrité de ses performances en matière d'enseignement général, et plus précisément à l'option linguistique qui est censée conférer son originalité à cette formation. Alors que même à l'École Rurale, dont la FJA a pris le relais ⁵,

⁵ Créée en 1961, l'École Rurale devait remédier aux carences de l'enseignement primaire classique – faible taux de scolarisation, inadaptation de l'enseignement au milieu paysan, exode des enfants scolarisés vers les villes et les pays de la Côte. Destinés aux enfants de 12 à 14 ans qui n'ont pas pu être scolarisés, les Centres d'Éducation Rurale (CER) devaient – selon leur devise « *Par le livre et la charrue* » – dispenser un enseignement élémentaire en lecture, écriture, arithmétique et instruction civique, ainsi qu'une formation agricole de base. Des groupements post-scolaires allaient, par la suite, rassembler les enfants au sortir des CER. Mais, trop souvent considérée comme une école de rattrapage, incapable d'atteindre ses objectifs, l'Éducation Rurale

l'enseignement se faisait en français, la FJA se limite en principe à une alphabétisation en langue vernaculaire – le français n'étant enseigné que pour un usage oral. Cela est perçu comme une mesure de marginalisation ou d'exclusion, car toutes les communications de la « *vie moderne* » se font en français, à commencer par les relations avec l'Administration. Non seulement le temps consacré aux travaux de culture est considéré par beaucoup de parents et de jeunes comme autant de temps perdu pour l'instruction générale, mais encore, telle qu'elle est dispensée, celle-ci apparaît comme dépourvue d'intérêt. L'extrême pauvreté en matériel pédagogique ne fait, au reste, qu'illustrer les faibles enjeux de l'enseignement donné dans les CFJA : les jeunes ne disposent d'aucun livre et les formateurs ne sont guère mieux lotis. Marquée par l'image négative qui s'était attachée à l'École rurale, la FJA ne serait qu'une « *école au rabais* » destinée aux laissés-pour-compte du milieu paysan et n'ouvrant sur aucun débouché intéressant.

Il est assez étonnant de constater à quel point le problème de la langue est souvent mal posé au niveau des CFJA et de certains responsables politiques, et se trouve par conséquent mal résolu.

« L'école primaire, les gens aiment ça parce que c'est le français qu'on enseigne. Mais on a vu qu'un type, dès qu'il a un petit bagage en français, va courir gagner l'argent dans les plantations de café et de cacao. Comme ça, on forme les gens au profit de l'extérieur, pour la Côte-d'Ivoire. Le français, c'est le passeport pour l'exode. Mieux vaut laisser les gens avec leur langue pour les faire rester ici. »

Un cercle vicieux

Boudés par les adolescents et par les familles, les CFJA se trouvent condamnés à recruter les « *petits bergers* » – les enfants de 12 à 15 ans qui, trop jeunes pour migrer et pas assez robustes pour participer activement aux cultures, sont encore à l'âge de garder les moutons et les chèvres. Ils trouvent dans les CFJA un succédané de l'école, et leurs parents se libèrent à bon compte, sans se priver de main-d'œuvre, de l'obligation qui leur est faite de présenter des candidats dans les Centres. La FJA en arrive ainsi à assumer des fonctions nouvelles.

Certains des Centres visités se substituent, de façon parfois très méritoire, à l'enseignement primaire dans les localités sans école ou auprès d'enfants qui n'ont pas été scolarisés. Des jeunes y apprennent à lire, à écrire et à calculer, et certains formateurs n'hésitent pas à privilégier l'acquisition du français. L'ambiguïté de cette situation est illustrée par le fait que les responsables relèvent volontiers comme exemplaire de la réussite de la FJA le cas des enfants qui parviennent à rejoindre l'enseignement classique au terme de leur formation dans les Centres.

« On a tort de tellement critiquer la FJA. La preuve que c'est pas si mauvais, c'est qu'il y a même un type sorti de là qui a réussi dans le primaire et le secondaire, et qui a fini à l'Université, grâce à la chance qu'il a trouvée à la FJA pour commencer. »

se solda finalement par un échec, et fut remplacée en 1975 par la FJA.

Il va de soi que l'abaissement de l'âge de la formation dans les CFJA accroît considérablement l'impuissance structurelle de cette filière à atteindre ses objectifs, et ce pour trois raisons. Plus la proportion des « *jeunes* » (12 à 15 ans) augmente, plus on voit diminuer la catégorie des « *plus âgés* » (15 ans et plus). Tenant à affirmer leurs distances avec les « *petits* » (affaire de prestige), « *les grands* » s'en vont. Mais, plus cette seconde catégorie baisse, plus devient aléatoire toute tentative de transfert de techniques agricoles modernes, tandis que s'éloigne en même temps la possibilité de réaliser l'auto-suffisance alimentaire des Centres. Souffrant très souvent de malnutrition chronique, les jeunes enfants rencontrés dans les Centres ne semblaient guère capables de fournir, sans préjudice pour leur santé, les efforts exigés pour la conduite des travaux agricoles relativement importants entrepris dans le cadre de la FJA. Ces efforts ne pouvaient, en tout état de cause, que nuire aux autres volets de la formation. Enfin, l'abaissement de l'âge de la clientèle de la FJA ne peut qu'aggraver le problème de la constitution de Groupements de Jeunes Agriculteurs (GJA) au sortir de la formation.

Si la difficulté d'organiser les jeunes en GJA à la fin de leur formation est inversement proportionnelle à leur âge, il serait cependant utopique de croire aisée la constitution de tels groupements même avec des adolescents plus âgés. En pays mossi, le jeune homme ne dispose d'aucune autonomie jusqu'à son mariage, ou plus exactement jusqu'à la naissance de son premier enfant : il n'a pas de terre et son statut d'aide familial dans l'exploitation de son père ne lui laisse que très peu de liberté pour innover en matière agricole. Les jeunes se trouvent, individuellement comme en groupe, sous la tutelle des aînés ; et le fait de s'associer ne change pas grand-chose à leur statut de dominés. Certains GJA tentent d'échapper aux contraintes du contrôle lignager en se plaçant sous la protection de la chefferie, mais ce patronage se révèle souvent pareillement pesant. Concrètement, l'unique issue pour le jeune, dans la conjoncture sociale actuelle du pays mossi, est « *d'aller vivre sa vie ailleurs* ».

L'opinion la plus communément répandue sur la FJA est bien illustrée par cette remarque ironique et désabusée d'un paysan :

« Les fonctionnaires nous disent que c'est la FJA qui est bonne. Mais tous envoient leurs enfants à l'école primaire, à commencer par le formateur du CFJA lui-même... Qui va croire ce qu'ils disent ? »

Une complémentarité fictive

Contrairement aux affirmations officielles, la formation de type FJA et l'enseignement de l'école primaire classique ne sont pas complémentaires. Ils sont objectivement en concurrence, et, à terme, les CFJA sont condamnés à perdre la partie. Sauf exception (conjoncture locale très particulière), l'existence d'un CFJA dans un village ne détourne pas les paysans du désir d'obtenir l'implantation d'une école primaire classique. Et l'ouverture d'une telle école annonce à peu près toujours le dépérissement du CFJA. Qu'on le veuille ou non, le CFJA ne constitue qu'un pis-aller pour les enfants les moins chanceux ou les moins doués du milieu rural, et c'est seulement en tant que structure de rattrapage de ces laissés-pour-compte que son maintien peut temporairement se justifier.

La fonction de suppléance actuellement assurée par les CFJA est loin des objectifs qui ont inspiré leur création, et il convient de reconnaître que « *la philosophie de la*

formation et du développement » véhiculée par le projet initial de la FJA aurait mérité un meilleur sort. Mais l'articulation entre la FJA et l'enseignement primaire n'a jamais été pensée globalement. Si l'on prend en compte l'ensemble des paramètres sociaux qui déterminent les deux institutions, il faut se rendre à l'évidence : quelles que soient les réformes internes dont elle pourra bénéficier, la FJA est structurellement vouée à faire long feu. Dès lors, la meilleure solution pour maintenir dans la société burkinabé l'essentiel des fonctions assignées à la FJA, ne consisterait-elle pas à introduire, autant que possible, certains des objectifs et certaines des méthodes de la FJA dans l'enseignement primaire classique ?

Le système éducationnel classique

Une école mal adaptée aux besoins du pays

Dans le sillage de l'école coloniale qui a eu pour principal objectif la formation des auxiliaires de l'Administration française, le système scolaire d'après l'Indépendance s'est donné pour tâche prioritaire de former les nouveaux cadres de la nation, et particulièrement les fonctionnaires. Or, pour le moment tout au moins, la réussite de l'école se révèle à cet égard sans commune mesure avec les besoins et les capacités du pays. Il n'y a plus de places à pourvoir dans une fonction publique déjà trop nombreuse en regard des possibilités financières disponibles au niveau de l'État, et les emplois de cadres offerts dans le secteur privé demeurent rares. Il y a pléthore de diplômés et manque d'emplois : l'école n'offre plus de débouchés.

Privé de l'une de ses principales raisons d'être anciennes, l'actuel système éducationnel est excessivement coûteux pour la communauté nationale, et s'avère de plus en plus néfaste à certains égards. Une forte évaporation scolaire, dès les petites classes, se solde par une perte sèche considérable. La survalorisation de l'enseignement classique, déjà ancienne et toujours actuelle, ne fait que renforcer l'inadaptation de l'école en défavorisant les filières de l'enseignement technique, pourtant plus conformes aux besoins du pays. Et, d'une façon générale, la prédominance des modèles empruntés à l'école fait que toutes les initiatives de formation se trouvent attirées par les ornières du scolaire. Mais l'impasse à laquelle a abouti le procès de scolarisation est surtout préjudiciable pour les jeunes ruraux, car l'école contribue à les déraciner de leur milieu au point de rendre difficile non seulement leur retour à la terre, mais même toute réinsertion dans leurs villages d'origine.

Pour remédier aux défauts du système scolaire, de nombreuses réformes ont été envisagées, et parfois entreprises, tout au long des dernières décennies (la plus récente tente d'instituer un enseignement en prise sur la production, dans le cadre d'écoles dotées de terres et d'équipements agricoles). Mais aucune de ces réformes n'a jusqu'à présent été assez radicale, assez étendue et assez suivie, pour ouvrir des perspectives de changement cohérentes et sûres. Aussi peut-on affirmer sans risque d'erreur que, telle qu'elle existe à l'heure actuelle, l'école n'est pas en mesure d'assurer la promotion des populations paysannes du Burkina Faso.

Pour une formation unique à différenciation progressive

Avant d'envisager les contours d'un système scolaire mieux adapté, il convient de noter que le procès habituellement fait à l'école est superficiel et partial. On oublie trop souvent qu'elle n'est pas une institution souveraine, capable de se déterminer elle-même, et qu'elle se trouve tout entière sous l'empire du système social au service duquel elle opère. En fait, les causes profondes du déracinement de la jeunesse rurale ne relèvent pas tant de la scolarisation que de la stagnation de la condition paysanne, et de la diffusion des modèles de comportement et des valeurs produits par les milieux urbains, sous l'influence d'une expansion non maîtrisée du système capitaliste. Pour enrayer l'exode des ruraux, il ne suffirait pas de changer l'école ; il faudrait changer la société. Mais, en attendant cette éventualité plutôt improbable, comment l'école peut-elle, dans les limites étroites de ses possibilités, se réformer pour mieux répondre aux besoins de la société burkinabé, et plus particulièrement à ceux des populations paysannes ?

Si l'on se place dans une perspective à long terme, l'école représente l'instrument de formation techniquement le plus performant. Elle a le mérite de toucher, sans doute au moindre coût, le plus grand nombre possible d'individus, à l'âge où ils sont le plus réceptifs. Les enseignants qu'elle rassemble constituent un corps de cadres parmi les mieux formés de la nation, et potentiellement parmi les plus aptes à assumer des responsabilités dans le processus de changement social. Il semble donc tout à fait indiqué de maintenir l'objectif d'une scolarisation généralisée, y compris pour le milieu rural.

Pour ébaucher les perspectives d'une réforme de l'enseignement de base, qu'il nous suffise ici de dégager quelques principes directeurs. D'abord, revenir impérativement à un système d'enseignement unique, pour éviter que les filières professionnelles soient discréditées. Ensuite, veiller à ne transmettre aux jeunes enfants que des savoirs utiles, autant que possible en rapport avec les possibilités locales concrètes ; et combiner systématiquement l'apprentissage abstrait avec des applications pratiques, en tenant compte des structures mentales particulières des enfants. Enfin, valoriser résolument l'héritage culturel des civilisations africaines, et dispenser une formation civique conforme aux besoins du pays en évitant la propagande politique. Le tronc commun de la formation initiale, qui donnerait en principe les mêmes chances à tous les enfants, pourrait ne couvrir que les premières années du primaire actuel – sa prolongation jusqu'au CEP (Certificat d'Études Primaires) serait non seulement trop coûteuse, mais inutile. Un système de sélection comportant des quotas pour le milieu rural et pour les filles permettrait d'orienter la minorité la plus douée vers les études secondaires, tandis que la majorité des élèves rejoindrait un enseignement professionnel qui irait en se spécialisant au fil des années. Diverses catégories de formateurs extra-scolaires pourraient être appelées à apporter leur contribution à ce type d'enseignement – à commencer, pour les travaux pratiques au moins, par les encadreurs ruraux sous-employés.

Une école inspirée par des principes de cette sorte serait démocratique, puisque la même pour tous au départ. Elle serait aussi égalitaire que possible au plan social, grâce au système des quotas. Avec une répartition modulable des élèves selon les besoins sociaux, elle serait fonctionnelle. Et, somme toute, elle serait relativement économique dans la mesure où elle permettrait de réduire le phénomène de l'évaporation scolaire, de diminuer la surcharge de l'enseignement secondaire, et d'éviter la production incontrôlée de diplômés chômeurs. La crainte parfois exprimée de voir baisser le niveau général de l'enseignement avec une telle option n'est pas fondée : les retards qu'entraîneraient les efforts consentis pour le démarrage en commun du plus grand nombre pourraient être

aisément compensés par une accélération de la formation réservée par la suite aux éléments sélectionnés pour leurs capacités.

Mais, que ce soit pour la formation initiale ou pour la spécialisation professionnelle ultérieure, il faut se garder de l'utopie de l'« école-production » que reprend la FJA après bien des échecs antérieurs. Le rôle d'une école est avant tout de dispenser des savoirs et des savoir-faire, non pas de produire. Il est illusoire de penser que l'école peut s'autofinancer par sa production (ce qui est déjà assez difficile pour une exploitation ou une entreprise artisanale en milieu rural). Les jardins et les champs d'école ne peuvent être que des parcelles de démonstration et d'expérimentation. De même, dans les ateliers des écoles, l'apprentissage doit primer sur toute autre considération.

Un contexte favorable à la formation

Longtemps indifférentes à l'école, voire défavorables, les populations paysannes mossi expriment aujourd'hui une forte demande d'instruction ; et l'analyse de cette demande montre qu'au-delà de l'école, c'est la formation en général qui est recherchée. Cela constitue sans doute un des changements les plus importants intervenus en milieu rural au cours des trente dernières années.

Même dans les rares villages où l'on continue à imputer à l'école tous les maux liés aux bouleversements sociaux en cours, la scolarisation est généralement considérée comme indispensable.

« L'école a toujours formé des bandits. Jusqu'à aujourd'hui, c'est comme ça. C'est avec l'école qu'ils apprennent le français pour désertier les familles et se sauver en Côte-d'Ivoire. C'est ça qui fait l'abandon des vieux et des coutumes. Mais comment faire autrement ? L'école est maintenant nécessaire... »

L'analphabétisme, encore massivement répandu, est désormais perçu comme un handicap au plan social comme au plan économique. Aussi de nombreux villages ont-ils pris l'initiative de construire une école, partiellement ou entièrement à leurs frais. Pour obtenir l'inscription de leurs enfants au début de l'année scolaire, il est fréquent que des paysans s'installent devant l'école dès la veille au soir.

« L'école ouvre les yeux et l'esprit, et fait gagner le respect. Avant, quand tu reçois une lettre de ton fils en Côte-d'Ivoire, il faut que tu la portes à un autre qui sait lire, et il arrive que ton pire ennemi apprenne le linge sale de ta famille... Avec l'école, on ne peut plus te tromper et t'exploiter comme un type qui ne sait pas compter. Tu vas pouvoir te renseigner et comprendre ce qui se passe. »

Il n'est nullement étonnant que les paysans continuent à souhaiter qu'un de leurs enfants accède à un emploi stable et bien rémunéré à la faveur d'un cursus scolaire réussi. Mais la plupart savent que ce type de trajectoire est devenu aléatoire, et leurs motivations face à l'école sont plus larges qu'autrefois.

« On ne sait jamais : peut-être que Yabri va quand même attraper un diplôme ? Mais, s'il ne gagne pas le travail d'un grand-quelqu'un, ça ne fait rien. Je veux qu'il doit aller à l'école : il ne faut pas que nos enfants restent aveugles comme nous. »

Fortement encouragée par les campagnes de sensibilisation menées par l'État au lendemain de la Révolution de 1983, la demande d'instruction résulte surtout de l'importance croissante, quoique très modeste encore, de l'écriture et du calcul dans la vie quotidienne. Les progrès de l'économie de marché, le développement des correspondances avec les migrants, et la décentralisation administrative sont autant de facteurs de cette évolution. Les paysans veulent désormais pouvoir contrôler les décomptes qui leur sont remis par les gérants des groupements ou des coopératives pour leurs livraisons de produits maraîchers ou de coton – nous en avons vus accroupis à côté des peseurs, une calculette à la main. La participation aux nombreux comités et groupements villageois qui se sont créés (les coopératives de production ou de commercialisation, les banques de céréales, les pharmacies villageoises, les stocks d'intrants, etc.) exige un minimum de capacités de gestion. Les relations épistolaires se sont généralisées avec la dispersion des familles et la fixation plus ou moins définitive d'une partie des parents émigrés à Abidjan, sur les plantations de la Côte, dans les villes burkinabé, ou sur les terres neuves de l'ouest du pays. Enfin, avec la création des préfectures et le développement de la production administrative qui s'ensuit, l'écrit élargit encore son domaine d'application et s'impose jusque dans le décor de la vie quotidienne. Les panneaux officiels ont été délibérément multipliés dans les chefs-lieux et les villages, introduisant une nouvelle façon de baliser l'espace, sous le contrôle de l'État, et rappelant à chacun l'importance primordiale de l'écriture dans la « *vie moderne* ».

« Personne du village ne sait lire. Ça bloque beaucoup pour le travail. Pour écrire le cahier du groupement, il faut appeler un gosse du village à côté. C'est pas possible: c'est la honte. Nous voulons finir avec ça. Nos enfants doivent aller à l'école. »

En même temps que les progrès de la scolarisation s'inscrivent dans le paysage avec les bâtiments scolaires et les files d'enfants sur les chemins des écoles, c'est un profond changement des représentations qui se produit lentement. Un nouveau système d'éducation tend à se substituer à l'ancien ; les relations entre les générations et entre les sexes vont inévitablement en être marquées. Toute action menée à ce niveau constitue un investissement des plus utiles pour l'avenir, et l'on a tort de mettre ce secteur en balance avec des actions de promotion immédiate, dont les effets sont souvent peu convaincants.

Partie II

Promotion du paysannat

Les ruraux mossi ne constituant pas, entre 15 et 30 ans, une catégorie justiciable d'une politique de formation spécifique, c'est seulement en tant que jeunes adultes qu'ils commencent à être sérieusement intéressés par les actions de formation entreprises pour la promotion du paysannat. Nous examinerons d'abord les programmes d'alphabétisation, puis nous survolerons les multiples formes d'animation, de vulgarisation et d'encadrement qui se réclament de la formation dans le domaine agricole.

L'alphabétisation des adultes

Nous avons déjà noté à quel point le besoin d'instruction est désormais fortement ressenti dans de larges couches de la population. Avec le retrait des structures administratives induit par l'ajustement structurel, l'alphabétisation des paysans devient de plus en plus une nécessité pour le développement.

Les campagnes nationales d'alphabétisation

Une intense propagande a été organisée à l'occasion des diverses campagnes nationales d'alphabétisation intervenues depuis 1983, pour stigmatiser l'analphabétisme comme une tare capitale, et pour présenter l'alphabétisation comme un passage obligé pour l'avènement d'une nation burkinabé majeure. Il faut que les citoyens et les producteurs sachent lire, écrire et compter, pour communiquer avec l'Administration ainsi que pour gérer avec efficacité les exploitations et les entreprises : la survie des familles, l'autonomie nationale et le renforcement de l'État sont à ce prix. Inscrites dans une dynamique à forts ingrédients politiques, les campagnes d'alphabétisation devaient être largement porteuses de progrès social et économique. Mais aujourd'hui, bien des illusions se sont dissipées.

L'« *alphabétisation-commando* », qui voulait alphabétiser le public le plus large dans un minimum de temps, à la faveur d'interventions ponctuelles et intensives, semble devoir être abandonnée. Trop astreignante pour les individus et trop onéreuse pour l'État, ses ambitions étaient excessives. Il est en effet illusoire de prêter à une population entière une même ardeur face à l'alphabétisation ; et la pratique consistant à appâter la plus vaste clientèle possible avec des avantages matériels, tels que distribution de nourriture ou rémunération plus ou moins déguisée, s'est révélée pernicieuse. Il est également apparu plus difficile que prévu d'apprendre à lire à des adultes analphabètes, et ce particulièrement quand les campagnes d'alphabétisation sont menées dans la précipitation, avec des alphabétiseurs insuffisamment formés et inexpérimentés. De plus, la déperdition des savoirs est d'autant plus rapide que leur acquisition a été hâtive et imparfaite. Enfin, il s'est avéré que l'alphabétisation ne produit que peu d'effets durables quand les connaissances nouvelles ne sont pas entretenues et actualisées par la suite, quand la campagne n'est pas relayée par des actions de post-alphabétisation appuyées sur

des supports écrits.

Pour une alphabétisation fonctionnelle

La formule qui, à la lumière des erreurs commises précédemment, apparaît comme la plus efficace et la moins onéreuse est celle d'une alphabétisation strictement fonctionnelle, en prise sur des problèmes concrets clairement identifiés – comme la gestion des banques de céréales, des pharmacies villageoises, des coopératives. Simple et motivante, cette démarche conduit généralement à préférer le recours à la langue vernaculaire, suffisante pour répondre à la plupart des besoins élémentaires, et d'un usage plus aisé (apprendre à lire et à écrire est singulièrement plus difficile et plus long lorsque cela se complique de l'apprentissage d'une langue étrangère). L'alphabétisation en français ne saurait être préconisée que pour répondre à des besoins particuliers, ou comme une seconde étape là où elle est réclamée et possible ^{6*}. Mais aussi important que l'alphabétisation elle-même est le suivi des alphabétisés, qui doit assurer le maintien et le renforcement des connaissances acquises. Pour cela, la production et la diffusion de documents imprimés en langue vernaculaire devraient faire l'objet d'un effort prioritaire, à la fois de la part des services spécialisés de l'Administration et de tous les organismes publics et privés qui travaillent à la promotion du monde rural. En ce qui concerne la mise en oeuvre pratique de l'alphabétisation fonctionnelle, il semble que celle pratiquée à petite échelle en réponse aux demandes de la base, par les partenaires habituels des paysans ou par des animateurs locaux compétents, doive être préférée aux vastes campagnes nationales coûteuses et peu efficaces. En tout état de cause, il convient d'éviter de fonctionnariser les alphabétiseurs : leur activité peut donner lieu à des dédommagements, mais il n'est pas souhaitable de les constituer en corps permanent rémunéré par l'État.

Cours par correspondance en langue vernaculaire

Le cours d'apprentissage agricole en langue moore édité et distribué par l'Institut Africain pour le Développement Économique et Social (INADES) mérite ici une mention particulière. Il s'agit du meilleur et quasiment du seul instrument de post-alphabétisation existant dans cette langue, et son rôle a été de première importance pour la formation des alphabétiseurs. L'efficacité de cette action pourrait être décuplée par le lancement d'un journal en moore qui, d'abord destiné aux abonnés de l'INADES, pourrait par la suite connaître une large diffusion en milieu rural – l'opération est en projet.

Les motivations des individus qui s'abonnent au cours d'apprentissage agricole en

⁶ Un apprentissage généralisé du français, langue du pouvoir et de la ville, répondrait à l'aspiration de bien des paysans et comporterait de multiples avantages ; mais, dans la conjoncture actuelle, il est impossible de l'envisager. Pour sa part, l'alphabétisation en langue vernaculaire, excluant l'apprentissage du français, ne constitue qu'un pis-aller, inopérant face aux obstacles majeurs qui hypothèquent l'avenir des paysans. Non seulement elle ne prend pas en compte le problème de l'exclusion politique par la langue, mais elle n'est même pas apte à répondre de manière entièrement satisfaisante aux problèmes liés à la modernisation du système de production et à l'entrée dans l'économie de marché de paysans confinés dans leur horizon professionnel et culturel rural.

moore sont variées, et parfois contradictoires. Le perfectionnement de la lecture et de l'écriture est toujours gratifiant, puisqu'il permet à ceux qui s'y adonnent de se libérer de la dépendance où les tient l'analphabétisme, et qu'il leur procure le prestige de pouvoir offrir à des tiers analphabètes le secours de leurs connaissances. Par ailleurs, ces cours représentent pour la plupart des abonnés le moyen d'apprendre des techniques agricoles plus rentables. Mais les cours peuvent également donner accès à des avantages plus substantiels. Certains abonnés nourrissent l'espoir de se procurer par ce biais des revenus complémentaires, voire d'obtenir une promotion permettant de quitter l'agriculture. Nombreux sont en effet les abonnés qui deviennent alphabétiseurs durant la saison sèche. L'INADES estime à 95 % la proportion de ses abonnés parmi les alphabétiseurs ayant servi lors de la campagne nationale d'alphabétisation dénommée « *Bantaré* ».

Outre le prestige et l'influence que leur participation à la campagne « *bantaré* » leur a conférés, ces alphabétiseurs ont touché une appréciable rémunération : près de 50 000 francs CFA par saison sèche (1 000 francs par jour, durant 48 jours). Les plus chanceux des abonnés sont ceux qui, à la faveur de la qualification retirée du cours d'apprentissage agricole, réussissent à obtenir des postes d'animateurs ou d'encadreurs dans les Projets de développement ou les ONG. Libérés des aléas d'une agriculture ingrate, ils arrivent à toucher entre 30 000 et 50 000 francs CFA par mois, et bénéficient de l'usage d'une mobylette ou d'une moto de service. Mais, faut-il se réjouir de ces promotions ou, au contraire, dénoncer les effets pervers des formations qui enlèvent au milieu paysan ses éléments les plus dynamiques? La réponse à cette question ne se situe évidemment pas au niveau de l'alphabétisation.

Étant donné la nature de l'action de l'INADES, diffuse et peu spectaculaire, il a été difficile de la mesurer avec précision sur le terrain à l'occasion de cette enquête. Les informations et impressions dont il est fait état ci-dessus proviennent d'entretiens que nous avons pu avoir en milieu rural avec quelques personnes abonnées aux cours, ou se réfèrent à une évaluation du cours d'apprentissage agricole en moore réalisée en 1990⁷. Qu'il nous soit cependant permis d'ajouter que l'intérêt des méthodes de formation de l'INADES dépasse de beaucoup les horizons de l'alphabétisation. La démarche de cet organisme peut être classée parmi les plus pertinentes sous l'angle de la pédagogie du développement. Pragmatique et rigoureuse, elle se situe à la jonction du terrain et de la recherche, dans une perspective à la fois critique et constructive. Les normes qui prévalent aujourd'hui pour la formation de base en milieu rural doivent beaucoup, semble-t-il, aux efforts de formalisation menés par l'INADES, que ce soit à partir de ses propres expériences ou de celles observées auprès de tiers.

Formations techniques et développement

Leçons du passé et perspectives actuelles

Le problème de la formation et de la promotion du paysannat n'est pas nouveau. Cela fait des dizaines d'années que les méthodes les plus diverses sont expérimentées, avec très souvent les mêmes illusions, les mêmes impatiences, et les mêmes échecs. Ce n'est pas le lieu, ici, de faire l'inventaire de ces multiples expériences (des fermes-pilotes au système d'encadrement « *Formation et Visites* », en passant par toutes sortes

⁷ Kouame Yao, *Évaluation CAR Moore*, INADES-Formation Burkina, juin 1990.

d'animations rurales, de coopératives et de centres professionnels). Mais nous tenons à insister sur l'importance que revêtirait une recherche systématique sur les différentes politiques de vulgarisation et de formation qui se sont succédé, sur leurs présupposés, leurs effets, et les raisons de leur insuccès ou des succès partiels enregistrés. Nous croyons pouvoir dire que la plupart avaient en commun de concevoir le développement comme une dynamique *naturelle*, intrinsèquement orientée vers les formes économiques modernes (capitalistes ou socialistes), et susceptible d'être accélérée par un système d'encadrement comme par une courroie de transmission qui unirait les *techniciens-développeurs* aux *paysans-à-développer*. Les étapes de la progression du monde rural se déduisaient des objectifs à atteindre, étant entendu qu'on partait d'une situation qualifiée de façon négative par la pénurie et l'ignorance, pour aller vers un optimum défini par la raison économique et sociale des développeurs. Le recours aux formes d'organisation communautaire, vite baptisées coopératives (ou pré-coopératives), semblait aller de soi pour mener vers l'économie de marché.

Même s'il reste à tirer bien des leçons des échecs passés, les erreurs les plus grossières ont été identifiées, et l'on relève aujourd'hui un certain consensus à propos des principes de base qui devraient présider aux interventions de formation et de développement en milieu paysan. Il est désormais assez communément admis, théoriquement au moins, que les sociétés dites traditionnelles sont organisées en fonction d'une rationalité qui leur est propre, et qu'on ne saurait mettre entre parenthèses. Le développement ne suit pas une voie qui serait naturelle et nécessaire, mais se construit de façon souvent aléatoire, à travers les initiatives des communautés paysannes aux prises avec les contraintes extérieures. D'où l'intérêt de partir des savoirs, des savoir-faire, des besoins et des aspirations des populations rurales, pour déterminer les programmes de formation et de développement à promouvoir et leurs modalités. Tous les intervenants s'accordent à dire qu'une action a d'autant plus de chances de réussir qu'elle est voulue et prise en charge par les populations concernées. Mais l'écart peut être grand entre les discours et la pratique. En fait, de nombreux programmes présentés comme adaptés aux caractéristiques spécifiques de tel ou tel milieu ne sont que des programmes *passer-partout*, hâtivement et superficiellement revêtus d'un minimum de *couleurs locales*. La « *sensibilisation* » chère à beaucoup de développeurs ne constitue bien souvent qu'un moyen détourné leur permettant d'imposer leurs propres choix dans le cadre d'un faux dialogue avec les paysans.

De même que l'on enregistre quelques progrès dans l'approche théorique des problèmes de la transformation du milieu paysan, de même semblent se préciser les conditions technologiques d'une amélioration de l'agriculture sur le plateau mossi, et par voie de conséquence les contenus de la formation des agriculteurs. Une quasi-unanimité tend à s'établir parmi les organismes d'intervention quant aux mesures à promouvoir au niveau des terroirs. La conservation et la reconstitution des sols sont placées en première urgence : construction de diguettes anti-érosives en pierres sèches (technique d'autant mieux accueillie qu'elle prolonge une pratique ancienne), paillage (contre l'érosion éolienne), fumure organique, compostage, fumure minérale et jachère. Viennent ensuite la conservation et l'exploitation des eaux : création de micro-barrages pour le rechargement de la nappe phréatique par infiltration (déjà facilité par les diguettes anti-érosives), pour le maraîchage et parfois la riziculture, creusement de points d'eau pour les cultures maraîchères. L'agro-foresterie et les programmes de reboisement interviennent à leur tour : plantation d'arbres pour consolider les diguettes, établir des brise-vent, fertiliser les *champs sous parc*, en recourant notamment au *Faidherbia albida* bien connu

des paysans, et, d'une façon générale, pour lutter contre la désertification.

Mais les initiatives d'aménagement des terroirs ne sont vraiment efficaces que si elles s'accompagnent d'une série de progrès dans les façons culturales : préparation du sol et sarclages répétés au moyen de la culture attelée, sélection des semences à la récolte et semis en ligne, démariage et repiquage, traitements phytosanitaires, association et rotation des cultures, conservation des récoltes en recourant à des produits chimiques. Les mesures envisagées pour l'élevage sont considérées comme impérativement complémentaires des pratiques culturales améliorées, car il ne saurait y avoir de développement agricole sans fumier et sans énergie animale. L'accent est porté sur le logement des animaux, sur leur alimentation et les soins à leur apporter, et sur la sélection des reproducteurs. Pour éviter le déboisement, on préconise la construction de foyers améliorés permettant une notable économie en bois de chauffage. Cette énumération peut donner l'impression d'une juxtaposition de mesures. Mais ce qui est recherché, c'est une restructuration globale et une gestion d'ensemble des terroirs, dans l'optique d'un développement intégré.

En marge de la vulgarisation des nouvelles techniques d'agriculture et d'élevage, il convient de mentionner les programmes de formation qui ont pour but d'améliorer la sécurité alimentaire, le confort dans les villages, le niveau d'hygiène et de santé des populations. Leur impact au plan économique est souvent important : non seulement une population qui se porte bien peut produire plus, mais encore l'allégement des servitudes domestiques (comme la corvée d'eau à longue distance ou la mouture manuelle des céréales) libère du temps pour la production et pour le repos. Des campagnes de sensibilisation et de formation accompagnent la construction des banques de céréales, le creusement des puits et les forages, l'installation des moulins à mil et des presses à beurre de charité, l'édification des dispensaires, des postes de santé et des maternités. Par ailleurs, des séances d'information sont organisées pour faire connaître les méthodes d'espacement des naissances et de prévention du sida.

L'artisanat, enfin, bénéficie également de divers programmes de formation. Le perfectionnement des forgerons est considéré comme une priorité en raison des effets multiplicateurs de leur production dans le secteur agricole : réparation et confection de houes, de charrues et de charrettes. Ces artisans sont également très sollicités pour la fabrication de menuiseries métalliques destinées à l'habitat ; et certains d'entre eux se spécialisent dans l'entretien des pompes sur les forages, ou dans la réparation ou la construction de métiers à tisser. L'apprentissage des techniques de séchage et de conditionnement des légumes intéresse surtout les femmes. Ces activités apportent une solution partielle au problème de la surproduction maraîchère, et assurent aux femmes (individuellement ou regroupées en associations) des revenus propres. Pareillement important pour la promotion des femmes est le tissage sur les métiers métalliques à bandes larges : il s'agit d'une activité très prisée, à laquelle vient parfois s'associer la couture avec une machine à coudre. La fabrication de savon, autre activité artisanale typiquement féminine, fait également l'objet d'un programme de formation.

Un milieu rural en profonde mutation

Les organismes de formation et de développement ont tendance à présenter la

« *philosophie* » qui préside à leurs interventions comme une nouveauté, sans hésiter à vanter dans un même élan leur adaptation spécifique aux contextes locaux et leur caractère universellement valable... Cependant, même si des progrès ont été réalisés comme nous l'avons noté plus haut, de nombreuses actions menées dans le passé se réclamaient déjà de ces principes que l'on redécouvre aujourd'hui : partir des besoins des paysans, ne leur proposer que des innovations à leur portée, n'accompagner que les transformations directement prises en charge par le milieu, etc. Bien souvent, les discours d'aujourd'hui ne paraissent inédits que parce que ceux d'hier, n'ayant guère été traduits en pratique, ont été oubliés ; et rien ne garantit qu'il en ira autrement dans l'avenir. Si les actions actuelles semblent plus prometteuses, ce n'est pas tant du fait d'un changement dans les méthodes de formation et de développement, qu'en raison de la profonde mutation qui affecte – malgré les apparences de stagnation – le milieu rural lui-même, et en raison du volume considérablement accru des moyens matériels et financiers dont disposent maintenant les organismes d'intervention privés.

Avec la forte demande d'instruction, c'est l'émergence et le foisonnement des groupements de paysans qui constitue le fait le plus nouveau en milieu rural : groupements villageois, d'hommes, de femmes, de jeunes, comités divers chargés de la gestion de périmètres maraîchers ou rizicoles, de banques de céréales, de pharmacies villageoises, de moulins à mil, etc. Ces groupements se sont d'abord multipliés par nécessité, pour faire face aux situations de pénurie entraînées par les sécheresses successives de la dernière décennie, puis pour remédier au retrait des personnels de l'Administration des structures locales d'encadrement ou d'appui. Si certains de ces groupements ne se sont créés au départ que pour capter des aides financières, beaucoup se caractérisent actuellement par leur volonté de se constituer localement en structures permanentes de développement. Leur efficacité est très variable : à côté de ceux qui n'ont qu'une existence formelle, d'autres font preuve d'une réelle capacité d'intervention. Mais un des principaux handicaps de ces groupements est le manque de formation de leurs membres, et surtout de leurs responsables. Certains groupements ne comptent que des analphabètes, et l'absence de connaissances en matière de gestion est assez générale. Pourtant, on peut penser que ces groupements formeront, à terme, l'élément moteur d'une nouvelle dynamique rurale.

Les critères d'évaluation des formations

Pour apprécier l'impact des formations, il faudrait définir les critères d'évaluation. C'est une question d'une grande complexité qui ne peut être que rapidement évoquée ici, mais qui mériterait d'être traitée dans le cadre d'une recherche spécialement consacrée à ce sujet. Le premier point à examiner serait celui de la pertinence technique des formations dispensées, qui détermine au premier chef le succès ou l'échec des actions entreprises, ainsi que les attitudes ultérieures du milieu paysan à l'égard des innovations qui seront proposées. Toutefois, il n'est pas de notre compétence de porter des jugements sur ce plan. En second lieu, il faudrait analyser l'adéquation des pédagogies mises en œuvre par les différents intervenants, par rapport aux caractéristiques particulières des milieux auxquels elles s'appliquent. Cela sera tenté, dans la mesure du possible, à travers la description des actions de formation et de développement fournie plus loin. Enfin, il serait du plus grand intérêt de comparer les coûts des divers programmes en les rapportant à leurs résultats. Mais, faute d'avoir pu rassembler une information suffisante et fiable sur ce point, nous serons obligé de nous en tenir à des impressions générales.

Parmi les écueils à éviter pour évaluer les politiques de formation, nous ne signalerons que celui d'une approche trop strictement agronomique et comptable, ou *économiste*. Il est vrai que l'on peut considérer comme douteuse une formation agricole qui ne se traduit pas par un supplément de production pour ceux qui appliquent les techniques recommandées, d'autant que l'inutilité apparente ou effective d'une formation compromet sa crédibilité bien au-delà du cercle des agriculteurs immédiatement concernés. C'est donc à juste titre que les organismes d'intervention se préoccupent de mesurer en termes quantitatifs l'impact de leurs actions. Mais l'entreprise est délicate. L'évaluation du cours d'apprentissage agricole de l'INADES réalisée en 1989⁸ n'a pas permis d'aboutir à une conclusion claire et sûre : « *L'hypothèse que ceux qui appliquent le plus leurs cours sont de bons agriculteurs, qui doivent par conséquent obtenir les meilleurs résultats, ne semble pas toujours vérifiée par nos résultats de sondages de rendement.* » Les sondages n'ont pas été effectués avec toutes les garanties de rigueur requises, et il serait hasardeux de tirer des conclusions définitives d'observations aussi restreintes (sur une petite région) et aussi rapides (sur une année). D'autre part, il n'est pas certain que l'amélioration des rendements agricoles ait représenté pour tous les individus enquêtés le principal profit escompté de la formation par correspondance. D'une façon générale, on retiendra néanmoins que si les thèmes et la pédagogie de la formation sont adéquats aux besoins ressentis par le milieu et à ses capacités de réception ou d'initiative, il semble a priori peu vraisemblable que l'amélioration des techniques agricoles ne se traduise pas à terme par un accroissement des productions.

Pour importants qu'ils soient, les critères quantitatifs concernant la production ne doivent pas être seuls pris en considération. Une progressive transformation qualitative de la dynamique rurale est souvent indispensable pour préparer des progrès quantitatifs. La prise de conscience de certains blocages peut représenter une étape décisive pour l'avenir d'une société, même si elle ne se traduit pas immédiatement au plan des rendements. Le temps représente un facteur essentiel de maturation, d'ouverture à des

⁸ Kouame Yao, op. cit.

Il convient d'évoquer ici le travail d'évaluation des formations agricoles le plus méthodique réalisé à ce jour au Burkina : J.-F. Gascon, *Évaluation d'opérations de formation agricole dans la région de Nouna (Burkina Faso)*, Université F. Rabelais de Tours, Mémoire de DUEPS, 1985.

L'évaluation des effets de la formation agricole a été conduite sur un échantillon de douze villages répartis en trois groupes. Des villages témoins où aucune opération de formation-vulgarisation n'a été menée ; des villages ayant bénéficié de Cours d'Apprentissage Agricole (CAA) de l'INADES-Formation et des stages de culture du Centre d'Initiative à l'Agriculture Moderne (CIAM, financé par diverses ONG) ; et des villages ayant bénéficié tout à la fois des CAA et stages de formation du CIAM et du système « Formation et Visites » (FV) mis en place dans le cadre des ORD (Organisation Régionale de Développement) avec l'aide de la Banque Mondiale.

Après une analyse minutieuse, conduite selon 18 critères comparatifs – allant de la structure des exploitations aux façons culturales, aux charges « proportionnelles » et de « structures », aux surfaces cultivées, à la répartition culturale, aux rendements obtenus, aux revenus monétaires, à la valeur d'autoconsommation, etc. – l'auteur, « formateur agricole » lui-même depuis de longues années, conclut, quelque peu désabusé : « *Résultats terribles et édifiants : il n'y a pas de différences significatives, sinon au niveau des charges proportionnelles. Les agriculteurs formés cultivent les mêmes surfaces que les autres, ils ont un peu moins de bétail mais plus d'animaux de trait. Ils pratiquent les mêmes spéculations, ils mettent plus d'engrais mais obtiennent les mêmes rendements et les mêmes revenus.* » (p. 132)

possibilités nouvelles, et d'appropriation des innovations. Même si l'aménagement des terroirs n'entraîne pas de surplus de production immédiats, il les prépare et amorce des processus de changement qui débordent largement le domaine restreint de la productivité.

Le rapport du milieu paysan à la terre et les rapports sociaux au sein de ce milieu se transforment de manière décisive à la faveur de certains aménagements. La construction de diguettes anti-érosives, la création de micro-barrages, le creusement de points d'eau pour le maraîchage, mènent à de nouvelles attitudes face à l'environnement : à une nouvelle appropriation de l'espace et à une nouvelle inscription dans le temps. De *la-terre-qui-donne-ses-fruits*, perception du cueilleur, on passe progressivement à *la-terre-que-l'homme-fait-produire*, moyen de production exploité par le travail. D'activité saisonnière, l'agriculture tend à devenir une activité permanente, avec d'indispensables travaux à effectuer en saison sèche – aménagement et amélioration des sols, entretien des aménagements, maraîchage, riziculture, conditionnement et écoulement de la production, etc. Moins tenté de chercher des compléments de ressources en dehors de la sphère de la production agricole, le paysan se fixe. Par ailleurs, la création des infrastructures de conservation fournit l'occasion de restructurations sociales du milieu paysan : transformation de l'entraide, apparition de nouveaux leaderships, émergence d'un champ politique nouveau au plan local.

Les promoteurs de la formation et du développement

Le système national de vulgarisation

La vulgarisation extensive

Maintes fois réformée, l'action de vulgarisation-encadrement conduite par l'Administration se maintient égale à elle-même. Intégrés dans un système très structuré qui comprend des paliers régionaux, provinciaux et départementaux, près d'un millier d'agents interviennent sur le terrain pour diffuser les nouvelles techniques d'agriculture et d'élevage auprès des groupements de producteurs. Leurs activités sont organisées selon la méthode « *Formation et Visites* », ponctuées par des évaluations régulières ; et un sérieux effort est consenti pour leur formation – en liaison, théoriquement, avec la recherche agronomique. Les vulgarisateurs que nous avons rencontrés à Yako manifestent une incontestable bonne volonté, mais ils semblent prisonniers d'habitudes anciennes (les leurs et celles des paysans à leur égard), en même temps que de contraintes nouvelles (manque de moyens d'action).

Juger l'efficacité de la vulgarisation menée par l'Administration s'avère malaisé, ne serait-ce que parce qu'elle peut varier dans des proportions considérables d'un endroit à un autre, d'un moment à un autre, sous l'influence d'un grand nombre de facteurs. Dans une zone plutôt dynamique du point de vue agricole, on peut observer d'excellents résultats avec un encadrement médiocre, tandis que le meilleur des vulgarisateurs peut n'essuyer que des déboires dans une zone plus ingrate. Dans la région visitée, l'action de formation conduite par l'encadrement administratif semble n'avoir, dans l'ensemble, qu'une portée limitée, et ce quelles que soient les qualités individuelles des personnes en cause.

Pour les paysans, les encadreurs ne sont pas vraiment des partenaires qui seraient à leur service. Ils sont perçus comme des fonctionnaires (ou assimilés), régulièrement et

relativement bien rémunérés, comme des privilégiés qui vivent de leurs discours, mais ne partagent pas les aléas de l'économie agricole et de la condition paysanne. Ils sont nommés par l'Administration, sans que soient consultés ceux qui doivent bénéficier de leurs services. Leur autorité vient d'en haut, et ils n'ont pas de comptes à rendre à la base.

« Il (l'encadreur) nous dit de faire. Mais pour lui, ça ne dit rien : il a son salaire et sa moto achetée par le service – une Yamaha... Si c'est une connerie qu'il nous dit, c'est nous qui aurons fatigué pour rien, et peut-être même perdu la récolte... Pas de risque pour lui... Ça fait longtemps qu'on voit passer ces gens-là, et ce ne sera pas fini demain ! Mais qu'est-ce qui est mieux ? »

Les paysans stigmatisent également un manque assez fréquent de compétences chez les encadreurs, en dépit des nombreux recyclages dont ils bénéficient.

« Pour rendre service, il est bon celui-là. Mais il ne connaît pas grand-chose. Il répète ce que son chef lui a dit. Mais quand je lui demande pourquoi comme ça et pas comme ça, il ne sait pas et il parle autre chose. »

Un des principaux griefs qui semble devoir être fait à cette structure de formation agricole a trait à une sous-utilisation plus ou moins chronique des vulgarisateurs. Pour une part, il faut voir là une conséquence du manque de moyens : insuffisance des crédits destinés à payer le carburant pour les tournées, et à entretenir ou réparer les mobylettes ou les motos. Mais, outre que les paysans sont difficiles à rencontrer au moment des grands travaux, cette sous-utilisation résulte surtout de l'insertion inadéquate des encadreurs dans le milieu.

« Il faut bien dire que souvent on va dans les villages pour rien. Les gens sont prévenus, mais ils ne sont pas là. Pour éviter les histoires, il y a des vieux qui viennent. Mais les jeunes sont absents : ils vont dans les mines d'or, font le commerce, ou se promènent. »

Notons au passage que les problèmes ne sont guère différents pour les agents qui s'occupent de l'action sociale et sanitaire.

« A quoi ça sert d'expliquer l'espacement des naissances aux vieilles qui sont stériles depuis longtemps ? »

Lorsque l'action des vulgarisateurs s'inscrit dans le cadre d'un Projet de développement, il semble qu'elle soit souvent plus efficace grâce à une meilleure prise en charge institutionnelle et à des moyens d'intervention accrus.

L'encadrement sur les périmètres irrigués

L'élargissement du champ d'observation aux périmètres de culture irriguée du Sourou se justifie par au moins trois raisons. Le nombre de paysans de l'Ouest-Mossi et du Yatenga qui s'y trouvent établis ; l'espoir placé dans cette région et dans les autres régions de l'Ouest-Burkina pour diminuer la charge démographique excédentaire du plateau mossi et produire des surplus céréaliers ; et les caractéristiques propres des formes d'encadrement qui ont pour objectif de promouvoir un paysannat nouveau sur ces périmètres. Nous passerons rapidement en revue les périmètres de Guiédougou, Niassan

et Di.

La coopérative de Guiédougou

Techniquement, le périmètre de Guiédougou semble à peu près au point, qu'il s'agisse du contrôle de l'irrigation ou de la maîtrise des cultures maraîchères. Les paysans savent cultiver et les parcelles produisent. C'est au plan de la commercialisation que se situe la principale source des difficultés que connaît ce périmètre. Le développement considérable du maraîchage dans l'ensemble du Burkina Faso provoque, à certains moments, un engorgement du marché national et international entraînant une baisse des prix. Mais, c'est au niveau de la gestion et du vécu des pratiques coopératives que ces difficultés se transforment en faillite. À l'heure actuelle, l'absence de confiance est générale, et c'est le sauve-qui-peut. Près de 15 % des superficies aménagées ne sont pas mises en culture. Forte de 860 membres autrefois, la coopérative n'en compte plus que 465, dont 133 se trouvent en débit (50 coopérateurs ont été renvoyés en 1990). Pour renflouer une nouvelle fois la coopérative, il faudrait une subvention de 50 millions de francs CFA.

Les facteurs de la crise sont nombreux et interfèrent, de sorte que chaque catégorie d'acteurs peut les présenter selon une hiérarchie différente en fonction de sa position et de ses intérêts. Nous reproduisons ci-dessous le discours de l'encadrement du périmètre et des responsables de la coopérative qui, bien qu'appartenant à des structures statutairement distinctes, développent une même version. Puis, nous rapporterons la version des paysans qui dénoncent la gestion actuelle du périmètre et motivent la perte de confiance qui en résulte. Cette double approche permettra, sinon de départager clairement les torts, du moins de baliser les impasses de la situation présente.

« Je ne dis pas qu'il n'y a pas de problèmes. Réellement, ça ne manque pas. Mais le périmètre marche. La preuve est là : il y a des coopérateurs qui arrivent à gagner plus de 1 million de bénéfice net par an. La plus grande cause de toutes les difficultés est dans le prix du gas-oil. Nous sommes obligés de le payer avec toutes les taxes, à 240 francs le litre. Cela fait que l'eau revient beaucoup trop cher. Qu'est-ce qu'on peut gagner avec des cultures qui coûtent 30 francs le m³ d'eau ? Impossible en tout cas d'irriguer des cultures céréalières à ce prix : c'est comme ça que nous avons perdu notre dernière récolte sur le périmètre. Et puis, il y a les intérêts qu'il faut payer pour les 40 millions qui sont avancés à chaque campagne par l'UCOBAM : ça se chiffre à 14 % ! Une autre difficulté encore est dans le prix payé pour les légumes. Il y a trop de production maintenant, alors les prix sont tombés. C'est pour ça que beaucoup de nos cartons restent à pourrir à Ouaga. Ils ne sont pas enlevés, parce que chaque endroit qui cultive doit gagner un peu. Il y a aussi ceux qui sont plus près de la capitale : ils n'ont pas les mêmes frais que nous. Mais le plus gros emmerdement vient de certains paysans. Il y en a qui ne foutent rien et rouspètent ensuite de ne pas gagner. Et il y en a beaucoup trop qui trichent : ils vendent sans passer par la coopérative, pour garder l'argent et ne pas payer l'eau et les frais. C'est ça qui crée le déficit et les histoires. »

Même si des questions importantes sont esquivées, chacune de ces remarques recouvre une part de réalité, qu'il s'agisse du prix du gas-oil qui grève les coûts de production, de l'engorgement du marché, ou des comportements peu solidaires (voire peu délicats) de certains coopérateurs. Pour remédier à la première difficulté, l'Administration

est seule compétente. Elle seule pourrait diminuer ou supprimer les taxes prélevées sur le gas-oil à usage agricole. Pour les autres difficultés par contre, diverses initiatives pourraient être prises sur place : amélioration de la gestion, meilleur conditionnement des produits, mise à plat des problèmes de la coopérative et restructuration de celle-ci. Mais, pour mieux mesurer les réformes à envisager, on se reportera aux griefs formulés – à tort ou à raison – par les paysans.

« Le casier n'est pas mauvais ; au contraire même. Et le travail, on connaît. Ce qui gâche tout, c'est la magouille de ceux qui dirigent. Les responsables de la coopérative et les encadreurs, dans le même sac. Eux gagnent de l'argent... Beaucoup. Mais nous, on travaille seulement, on donne nos légumes. Et pour finir, ils nous disent que nous sommes en déficit et ils menacent de reprendre la parcelle. Tout le mal vient de là ! Ils gardent les meilleurs coins pour eux, pour leurs parents et leurs amis. Comme les encadreurs n'ont pas droit à avoir une parcelle pour eux, ils donnent à un frère. Ceux qui commandent marquent plus de cartons pour eux, sans marquer tous les cartons des autres. Et le poids n'est pas juste pour nous. Quand les cartons pourrissent, c'est toujours pour nous la perte. Quand il y a eu les subventions, on ne sait pas où va l'argent. C'est pour ça que je vends à côté de la coopérative. C'est obligé pour nourrir la famille. Mais tout ça ne vaut rien... »

Relativement compétents pour produire, les paysans ne sont guère capables de participer efficacement à la gestion du périmètre et au contrôle de la commercialisation. Est-ce à dire que la solution des problèmes pourrait être trouvée dans un programme de formation, comme cela est parfois affirmé ? Nous ne le pensons pas. C'est la confiance qu'il faudrait d'abord rétablir, par des mesures radicales d'assainissement.

La colonisation agricole à Niassan

Le rôle de l'encadrement est très important sur ce périmètre, puisqu'il lui incombe de transformer en riziculteurs modernes, sur casiers irrigués, des paysans ne connaissant que les cultures céréalières traditionnelles sous pluie. Les méthodes employées se conforment en gros aux principes généraux adoptés pour l'ensemble des opérations de vulgarisation au Burkina (voir plus haut), mais avec des contraintes spécifiques liées à l'irrigation d'une part, et à la nécessité d'amortir les infrastructures d'autre part.

Somme toute, il ne semble pas que le transfert des techniques nouvelles soulève par lui-même d'insurmontables difficultés⁹. La formation des riziculteurs s'avère d'autant plus aisée, d'une certaine façon, que les savoirs et les savoir-faire à acquérir sont largement nouveaux par rapport aux connaissances et pratiques anciennes, et que les risques d'interférences entre les habitudes à acquérir et les habitudes passées apparaissent

⁹ Ce constat se vérifie – on le verra plus loin – pour l'ensemble des mutations techniques proposées aux paysans mossi, ce qui conduit à minorer le rôle attribué aux structures externes de formation dans les processus de croissance technique. Lorsqu'un changement technique est jugé bénéfique (et les critères de jugement apparaissent très divers), qu'il est « *accepté dans la tête* » par les paysans, il n'exige pas un encadrement extérieur lourd et coûteux pour devenir effectif ; l'autoformation joue, en la matière, un rôle déterminant. C'est ce que tendent à montrer de nombreuses enquêtes réalisées en milieu rural ouest-africain – sur le passage à la culture attelée par exemple.

de ce fait réduites. Tant que subsiste l'espoir de revenus conséquents, les paysans acceptent bon gré mal gré de se soumettre à la discipline d'une culture intensive dans un cadre collectif, en respectant les directives techniques et les tours d'eau.

Les difficultés que connaît le périmètre de Niassan ont principalement pour origine les mécomptes qui ont affecté la mise en place des casiers, les erreurs techniques commises dans la direction des travaux de culture, et un certain nombre d'illusions concernant la structuration du milieu humain. Les casiers non irrigables, aménagés au-dessus du niveau d'eau des canaux, n'ont pas été attribués ; mais de nombreuses parcelles attribuées dans d'autres casiers ont été mal aplanies et sont de ce fait mal irriguées. Les colons lotis de telles parcelles se découragent devant l'inanité de leurs efforts et s'interrogent avec inquiétude sur leur avenir. Les mêmes sentiments habitent bien d'autres colons, dont les parcelles présentent par endroits des caractéristiques pédologiques peu propices à la riziculture. Semée avec retard, la prochaine récolte de riz se fera attendre. Le mil et le sorgho cultivés en régie ont eux aussi été semés trop tard, et ne donneront pas de récoltes. Les aléas sont donc nombreux, et les colons craignent qu'on leur réclame des frais d'exploitation pour des opérations imposées qui ne leur ont rien rapporté. À terme, quand un nombre croissant de colons se rendra compte des impasses dans lesquelles ils vont se trouver alors même qu'ils auront suivi les directives qui leur ont été données, la formation sera inévitablement mise en cause à son tour.

Il faudrait également évoquer les réticences qu'engendre chez les colons le fait de devoir s'insérer dans des structures sociales préétablies, relativement contraignantes, comme les villages de colonisation. Sans doute serait-ce faire preuve d'une grande naïveté que de croire à l'efficacité des campagnes menées par les encadreurs pour une « appropriation » des lieux par les colons, selon le schéma imposé.

Une « agriculture d'oasis » à Di

L'irrigation par aspersion pratiquée à Di est techniquement plus complexe que l'irrigation par gravité pratiquée à Guédougou et à Niassan. Elle exige une plus grande rigueur dans la gestion des installations. Plus onéreuse, elle doit être rentabilisée par des productions judicieusement choisies pour leur prix et leur rendement. Ces problèmes ne peuvent être gérés, dans l'état actuel des choses, que par une structure technique centralisée ayant des compétences relativement élevées. La participation paysanne est organisée dans un cadre coopératif à base de groupements villageois ou de groupements de producteurs. Ceux-ci sont encadrés par les vulgarisateurs du périmètre, chargés de faire respecter les contraintes du système en place.

La marge d'initiative du paysannat de Di est plutôt faible. Mais cela ne semble pas poser de problèmes majeurs pour le moment, dans la mesure où le respect des directives techniques se traduit par des revenus relativement appréciables. Tant que les paysans ont le sentiment de travailler avec profit et que l'avenir leur paraît assuré, ils se prêtent assez facilement à l'emploi de nouvelles techniques de production. À Di comme ailleurs, les risques d'échec ne proviennent pas tant du paysannat que des difficultés techniques et économiques qui peuvent affecter le périmètre.

Des investissements risqués

La rentabilisation des capitaux investis pour la création des périmètres de culture

irriguée est loin d'être garantie. Trop d'aléas techniques pèsent sur l'exploitation de ces périmètres, sans compter les aléas économiques auxquels s'ajoutent encore les aléas humains. C'est ce qui explique que, contrairement à ce qu'on espérait, le capital privé se montre très réticent à s'investir dans de telles entreprises. Est-il indiqué, dans ces conditions, que l'État opte pour des aménagements coûteux et incertains, au détriment d'autres actions qu'il pourrait entreprendre pour le développement rural ? L'idée de créer des zones capables de produire des surplus céréaliers est assurément séduisante : que ce soit pour parer aux déficits alimentaires qui surviennent périodiquement dans le pays, pour moduler la commercialisation en instaurant des complémentarités économiques entre les régions, ou encore pour stimuler la recherche. Mais les résultats ne sont pas assurés. Quant à l'argument selon lequel on pourrait former un paysannat moderne sur ces périmètres, capable de servir d'exemple et d'essaimer, il ne semble pas davantage devoir être retenu : la formation qui correspond à la culture irriguée est trop particulière et les contraintes du contexte sont peu favorables.

En tout état de cause, il est manifeste qu'il existe une différence radicale (sinon une antinomie) entre le développement communautaire officiellement prôné, qui part du paysan et doit demeurer sous son contrôle, et l'encadrement technocratique d'un périmètre irrigué, où le paysan n'est pas propriétaire du sol, ne maîtrise pas le processus de production, et doit cependant supporter une part importante des risques de l'exploitation. Les choses seraient, à la limite, plus cohérentes si les périmètres étaient mis en valeur par le recours à une forme de salariat qui pourrait comporter une participation aux profits, sans impliquer de pénalisation en cas d'échec. Mais les multiples expériences tentées dans le passé pour des mises en valeur agricoles par le salariat n'inspirent que la plus grande méfiance.

Les Organisations Non Gouvernementales

Deux ONG parmi cent cinquante

Les deux ONG dont nous avons visité les réalisations dans la région de Yako, le CECI et le CDRY, ont bonne réputation dans les villages : « *Elles nous aident beaucoup.* » Leurs actions sont polyvalentes, mais surtout centrées sur la conservation et la restauration des sols, la création de micro-barrages et de points d'eau, le maraîchage. S'y ajoutent la création de banques de céréales, les forages, l'installation de moulins à mil et de presses à beurre de karité. Théoriquement, chaque ONG a son aire d'intervention, mais il arrive que leurs actions se complètent dans une même localité. Entre ces ONG et l'Administration, les relations sont bonnes : les premières tirent profit du travail de vulgarisation effectué par les agents des services techniques, tandis que ceux-ci sont satisfaits de trouver, par le biais des ONG, des possibilités pour faire déboucher leurs campagnes de sensibilisation sur des actions concrètes.

Le principal atout de ces ONG est de travailler en collaboration étroite avec les populations, en privilégiant les villages et les terroirs comme zones opérationnelles. Par rapport aux actions lourdes et coûteuses souvent conduites par l'Administration ou les Projets de développement para-publics, les ONG bénéficient ainsi d'un double garde-fou. Leurs programmes peuvent aisément être réorientés de façon concertée, en fonction des problèmes inattendus qui surgissent et des solutions qui se présentent ; et, en cas d'échec, les coûts et les conséquences sont moindres – ne serait-ce qu'en raison de la moindre ampleur des actions entreprises.

Mais la souplesse d'intervention qui caractérise les ONG présente aussi des inconvénients. Trop d'opérations se font dans le désordre, et parfois dans un climat de concurrence entre ONG qui peut aller jusqu'à pervertir la participation paysanne. Il est fréquent que, contrairement aux principes énoncés, l'initiative des actions menées par les ONG vienne de celles-ci et non du milieu. Tantôt la population a de la peine à identifier certains de ses besoins et les ONG estiment l'urgence de la situation telle qu'elle leur commande d'intervenir sans tarder ; tantôt les ONG tiennent à développer leurs actions pour renforcer leur propre dynamique et justifier de nouvelles demandes de financement. C'est ainsi que de nombreuses banques de céréales ont été improvisées sans que les bénéficiaires aient bien saisi les tenants et aboutissants de l'opération, que la moitié des puits réalisés avec l'appui d'une ONG ont été creusés à l'initiative de celle-ci, et que plusieurs chantiers de barrages ont été démarrés, par cette même ONG, avec seulement un vague consentement des populations concernées. Sans doute comptait-on sur la sensibilisation et la formation pour amener les paysans à briser l'étape de la *motivation initiale*.

Les actions de cette sorte débouchent généralement sur la non-appropriation des réalisations par les collectivités – ou par une appropriation insuffisante. Les paysans auront tendance à considérer les réalisations des ONG comme appartenant aux organismes qui les ont conçues et financées, et à charger ceux-ci des responsabilités de suivi qui devraient être les leurs. Même quand ils ont assuré une part de travail, voire une part de financement, les paysans disent souvent : « *leur banque de céréales* », « *leur puits* », « *leur forage* », « *leur barrage* ». Et ils s'estiment en droit d'attendre de l'ONG qui a conduit les travaux qu'elle mobilise ses moyens propres pour mener à bien ou restaurer ce qu'elle a entrepris (relancer une banque de céréales, nettoyer ou surcreuser un puits, réparer la pompe d'un forage, achever un barrage, etc.). De telles attitudes et de telles pratiques conduisent inévitablement, tôt ou tard, à des échecs – serait-ce au terme du programme d'intervention de l'ONG concernée. La formation est généralement impuissante à remédier à ces situations.

Un autre aspect discutable des interventions des ONG est celui des incitations matérielles ou pécuniaires mises en œuvre pour certaines réalisations. S'il ne s'agit que d'une aide temporaire et exceptionnelle allouée à des populations dans le besoin, à la suite d'une mauvaise récolte par exemple, cela ne présente pas de grands inconvénients. La fourniture de nourriture sur les chantiers de barrages, de diguettes anti-érosives ou de reboisement, peut se révéler indispensable pour retenir sur leurs terroirs des chefs de famille qui, autrement, se verraient contraints à migrer pour assurer la subsistance des leurs. Mais, lorsque ces prestations sont considérées comme un dû, et que s'y ajoutent des rémunérations en argent, les risques inhérents à ces pratiques se précisent, et elles finissent par se révéler franchement malsaines quand s'instaure une concurrence entre ONG qui disqualifie les moins riches et expose les autres à la surenchère.

« Nous, on a proposé aux paysans des brouettes et des pelles. On n'avait que ça. Mais ils étaient contents. C'est quand ils ont appris que, dans le village à côté, les autres sont venus avec des camions, qu'ils ont dit non. Alors, nous aussi on a dégagé un camion. Mais ils n'étaient toujours pas plus contents. Comment veux-tu ? L'ONG là-bas, elle n'a pas seulement fait ça. Elle a aussi payé les gens. Et ça n'a pas suffi. Même qu'il y avait l'argent, le travail s'est arrêté. Alors, pour finir le travail des paysans, l'ONG a ramassé des chômeurs en ville, les a apportés

avec ses camions, et les a payés. C'est comme ça qu'ils ont réussi à terminer. Mais ça, ça pourrait les villages complètement. Après ça, tu ne peux plus travailler là. »

« C'est incroyable, mais la vérité c'est qu'il y a trop d'argent au Burkina. Ou plutôt, qu'il est dépensé trop facilement, n'importe comment. Par exemple : on crée une banque de céréales avec des gens, et quinze jours après..., des Américains d'un organisme international déversent des tonnes de provisions ! »

Ici ou là, les paysans affirment n'avoir pas été correctement informés des limites techniques des réalisations entreprises par les ONG. On leur aurait, par exemple, laissé croire qu'un micro-barrage retiendrait l'eau en permanence, or il s'est trouvé à sec dès les premiers mois de la saison sèche. En supposant que les études préalables ont été menées sérieusement, on ne peut retenir que deux hypothèses : ou bien les paysans n'ont pas compris ce qu'on leur avait expliqué, ou bien on leur avait fait miroiter des résultats excessivement optimistes pour obtenir leur adhésion à un projet conçu par l'ONG. Par ailleurs, certaines déceptions ont eu pour origine des travaux mal exécutés, soit par manque de compétence des techniciens qui ont conduit les travaux, soit par négligence des paysans qui les ont exécutés. C'est notamment le cas de barrages qui se sont fissurés.

La prédilection systématique pour les actions de style collectif ou communautaire, que les ONG partagent avec la plupart des organismes de développement, doit également faire l'objet de réserves. N'a-t-on pas tendance, comme au temps colonial et parfois pour des raisons semblables, à réduire tout ce qui est traditionnel à du communautaire ; et ensuite, à vouloir que les structures ainsi redéfinies fonctionnent au moindre coût, selon la logique nouvelle que l'on essaye d'imposer ? Il existe, en tout état de cause, une nette opposition entre ces formes communautaires que l'on prétend vouloir maintenir, et l'économie de profit que l'on cherche concrètement à promouvoir. Au reste, les raisons d'échec peuvent être, dans ce domaine, des plus prosaïques. Il n'est pas certain que la création d'un champ villageois soit toujours et partout la meilleure voie pour démontrer les effets positifs des aménagements anti-érosifs. Chaque exploitant ayant à cœur d'assurer d'abord l'avenir alimentaire des siens sur ses champs familiaux, il arrive fréquemment que les champs collectifs soient ouverts sur les sols les plus ingrats, ne bénéficient d'aucune fumure, soient ensemencés trop tard, sarclés trop tard, et ne rapportent de ce fait pas grand-chose. Le consensus obtenu au départ pour une entreprise collective n'est assez souvent que de façade, et donc peu apte à résister à l'épreuve des travaux. Une meilleure connaissance du contexte social et des canaux qui assurent effectivement la diffusion des innovations éviterait bien des déboires.

D'une façon générale, la formation ne pose pas de problèmes particuliers quand les actions menées par les ONG sont techniquement adéquates, souhaitées par les paysans, et que ceux-ci y participent spontanément. Il suffit alors de répondre à la demande en modulant les méthodes d'intervention en fonction des connaissances et des techniques à transmettre, et en fonction de la clientèle qui doit en bénéficier. Si la formation *in situ*, dans les villages ou sur les champs, est d'habitude la plus efficace parce que la plus immédiate et la plus pratique, certaines formations peuvent exiger l'organisation de sessions spéciales ou de stages dans des centres de formation. L'expérience prouve que cela peut être parfaitement efficace si l'on veille à la représentativité des stagiaires (il est souhaitable qu'ils soient désignés par les groupes qui auront à bénéficier des compétences qu'ils doivent acquérir), si la formation dispensée est aisément assimilable et transposable, et si l'environnement et la durée des sessions ou stages ne provoquent pas

de déracinement. Mais le suivi des stagiaires se révèle aussi important que la formation elle-même : il leur permettra de rentabiliser au maximum les connaissances acquises. Or, il est souvent inexistant ou insuffisant.

« Quand les ONG ne reviennent plus après les réalisations, c'est pour ne pas constater les échecs ! Les photos, c'est bon pour le travail qui vient d'être terminé, pour montrer en Europe ce qu'on a fait avec l'argent récolté, et pour en demander encore... Mais après, c'est mal entretenu ou cassé. »

Enfin, la formation étant influencée par l'ambiance dans laquelle elle se déroule, il nous paraît utile d'évoquer ici les critiques émises çà et là, à tort ou à raison, au sujet des ONG. Même si elles apparaissent moins généralisées que celles adressées aux organismes de l'État, certaines ONG n'en sont pas moins présentées, elles aussi, comme des structures radicalement extérieures au monde paysan, plus préoccupées de leurs propres intérêts institutionnels que de l'efficacité de leurs initiatives sur le terrain, et incontrôlables. Il se dit que la gestion des ONG n'est pas toujours claire, et que les réalisations semblent parfois modestes en regard des sommes dépensées. Sans doute la non-transparence des comptes ne renvoie-t-elle, dans bien des cas, qu'à des négligences de gestion imputables à la nonchalance et à un manque de compétence. Mais, à plusieurs reprises, il a été fait explicitement allusion à des détournements de matériels et de fonds. Plus banal est le reproche adressé à certains responsables d'ONG d'utiliser à des fins personnelles les moyens qu'ils contrôlent (comme les véhicules et les engins de terrassement), et de favoriser leurs parents pour l'obtention d'avantages matériels ou financiers (voyages à l'étranger, postes d'animateurs, etc.).

Les griefs formulés à l'encontre des cadres expatriés des ONG, quelquefois assimilés abusivement aux experts des structures publiques ou para-publiques, peuvent être acerbes. Beaucoup de ces cadres seraient mal préparés aux tâches qui leur incombent, parfois faute d'une spécialisation adéquate, et presque toujours par défaut de connaissances suffisantes concernant l'environnement social et culturel dans lequel ils sont appelés à œuvrer. On leur reproche aussi, ceci expliquant cela, de n'être que rarement capables de former des homologues pour les remplacer. Ces carences sont d'autant plus mal acceptées que la ponction opérée sur les finances des ONG pour la prise en charge des cadres expatriés peut être relativement importante. On aurait tort de prendre pour de l'aveuglement la discrétion habituellement observée en la matière par les cadres locaux et les populations.

« Le traitement des expatriés absorbe 52 % du budget total (de notre organisation), sans les imprévus, tandis que les investissements ne représentent que 15 %. »¹⁰

« Il y a des Blancs qui sont très bien. Mais il y en a qu'on ne supporte que pour l'argent qui vient avec eux. Toutes ces voitures climatisées, les grosses Nissan Star Patrol, pleines de missionnaires qui viennent se promener ! Vous avez vu les hôtels où ils logent à Ouaga (l'Indépendance ou le Simande), et leurs bureaux dans les grands immeubles... Ils ramassent en un jour plus qu'une famille en un an. Avec ça, ils veulent nous développer ? »

¹⁰ ABRAAD (Association Burkinabé de Recherche Action et Auto-Formation pour le Développement), *Rapport d'évaluation des activités du Comité de Développement de la Région de Yako-CDRY – 1972-1979-1989*, Ouagadougou, 1990.

Les associations « Naam »

Bien que les associations de développement dénommées *Naam*, fondées par Bernard Lédéa Ouédraogo, ne soient que faiblement implantées dans la Province du Passoré, nous leur avons accordé une attention particulière au cours de notre enquête, et nous leur consacrons ci-dessous un développement à part, alimenté par des observations faites au Yatenga. Cela se justifie par l'importance croissante de l'impact de ces *Naam* au Burkina Faso, et surtout par la nature des motivations qui sont à l'origine de leur succès en pays mossi. L'analyse de ces motivations devrait permettre de poser quelques questions de fond sur le contexte global et les modalités concrètes d'exercice et de reproduction de certaines valeurs sociales *héritées*, et, ce faisant, sur la nature des liens qui unissent les aspects économiques et les aspects socio-politiques au sein des dynamiques dites de développement.

Les *Naam* visent, comme les ONG visitées à Yako, la promotion économique, sociale et culturelle du milieu rural, dans une perspective de développement intégré : restauration et entretien de l'environnement, modernisation du système de production, amélioration des conditions de vie dans les villages, et restructuration des communautés paysannes. Concrètement, leurs actions portent sur l'aménagement des terroirs (construction de diguettes anti-érosives et reboisement, création de retenues d'eau), sur le maraîchage et le petit élevage (volailles, lapins et moutons de case), sur diverses activités artisanales (séchage des produits agricoles, travail du fer et menuiserie, tissage et couture, fabrication de savon), sur l'approvisionnement en eau des villages, sur la création de banques de céréales et de groupements de solidarité divers, sur l'installation de moulins à mil et de presses à beurre de charité.

L'originalité revendiquée par les associations *Naam* est double. Elles se présentent comme le prolongement moderne de la forme traditionnelle dont elles ont pris le nom, prétendant bénéficier de ce fait d'une dynamique socio-culturelle ancienne et profondément enracinée, et elles s'adressent en priorité aux jeunes et aux femmes. Autrefois, les *Naam* étaient des groupements de culture. Organisés par les adolescents et les adolescentes selon le modèle hiérarchique de la chefferie mossi (Mogho-naaba, Tansoba, Balum-naaba, Wiidi-naaba, etc.), ils prêtaient leur force de travail à des tiers durant l'hivernage, puis organisaient des fêtes après la récolte, tout en *interprétant*, dans une sorte de *jeu de rôles*, les personnages de la scène politique mossi. À l'époque coloniale et après l'Indépendance, de nouveaux rôles sont venus enrichir la distribution traditionnelle (commandant de cercle, infirmier, sage-femme ou ministre). Et aujourd'hui, les associations *Naam* ont tendance à convertir les titres de chefferie fictifs anciens en fonctions effectives modernes (présidence, secrétariat, trésorerie, etc.), et s'adonnent à des activités de développement.

Identifiés à partir des besoins locaux par les groupements qui les prennent en charge, les projets de développement des associations *Naam* sont techniquement et financièrement appuyés par une structure fédérale, dont les moyens d'action sont en grande partie fournis par une ONG dénommée « Six S » (« Se Servir de la Saison Sèche en Savane et au Sahel »), organisation internationale dont le siège social est à Genève. Le centre opérationnel du tandem « Naam – Six S » se trouve à Ouahigouya (à 70 km au nord de Yako), matérialisé par d'importantes infrastructures dont le « Centre de Formation et de Production de Basnére », le « Centre Écologique Albert Schweitzer » et

le « Centre International Bernard Lédéa Ouédraogo' » En fait, il s'agit d'un *mouvement* très structuré, pourvu de moyens financiers importants, et à forte imprégnation idéologique. Ses réalisations sont nombreuses, génératrices d'un incontestable courant d'innovation technologique et de restructuration sociale – qui réussit parfois à retenir les jeunes dans les villages.

Les raisons avancées pour expliquer le succès des *Naam* sont multiples. Quelques-unes sont fabriquées de toutes pièces pour servir la réputation de ces associations et de leurs promoteurs, et contribuer ainsi à renforcer le mouvement. Mais, il nous semble que les facteurs déterminants du succès des *Naam* demeurent le plus souvent ignorés ou occultés. Selon l'idéologie officielle du mouvement, la source de son dynamisme résiderait principalement dans son adéquation à l'héritage socio-culturel traditionnel, et plus précisément dans le choix de son cadre institutionnel. En réaction à d'autres projets de développement plaqués de l'extérieur sur le monde paysan, les *Naam* veulent être la continuation modernisée d'une structure ancestrale dans laquelle le monde rural parvient aisément se reconnaître et à s'inscrire. Mais, outre que cette recherche de continuité n'est pas tout à fait aussi nouvelle qu'on l'affirme (bien des structures de développement ont essayé de se greffer sur des formes sociales anciennes, et de récupérer les motivations qu'elles comportaient), cette continuité est en réalité assez formelle. L'analyse du passage des *Naam* traditionnels aux associations *Naam* modernes montre qu'il s'agit plus d'une substitution que d'une continuation. Au reste, il faut signaler que l'argument de l'enracinement socio-culturel des *Naam* ne peut, quoi qu'il en soit, être avancé que pour la seule société mossi, alors que le mouvement cherche à se répandre dans des milieux ayant des caractéristiques socio-politiques totalement différentes, voire opposées. La force des associations *Naam* ne relève donc pas, en premier lieu, de l'héritage institutionnel et des valeurs communautaires ancestrales dont elles se réclament officiellement.

Ce qui nous paraît constituer l'élément déterminant de la réussite du mouvement *Naam* (en plus de ses capacités d'intervention financières que nous évoquerons plus loin), c'est le fait qu'il s'inscrit d'emblée dans la perspective des pratiques sociales qui sont depuis toujours les plus valorisées en pays mossi : celles qui ont trait à la recherche du prestige et du pouvoir. C'est là, bien plus que dans les structures institutionnelles auxquelles il se réfère, qu'il puise sa force ; et c'est par là qu'il correspond profondément au *génie propre* de la population auquel il s'adresse. L'originalité des *Naam* et le secret de leur succès n'ont pas grand-chose à voir avec le laborieux discours mis en avant sur la solidarité traditionnelle et les valeurs qui s'y rattachent, ou sur les vertus attribuées aux multiples formes d'auto-développement systématiquement exaltées dans le discours de ces associations. Émanant d'un responsable du mouvement, l'extrait d'entretien reproduit ci-dessous est particulièrement évocateur à ce sujet :

« Pour les Naam, c'est le renom qui compte et qui attire. Venir ici, dans le Centre International, manger ici, dormir ici, c'est quelque chose pour les jeunes ! Ici, c'est éclairé avec l'électricité, il y a des ventilateurs, il y a des matelas ; il y a des mets qu'ils n'ont pas en brousse (du café au lait et du pain beurré). Tout ça, c'est quelque chose ! Il y a aussi les connaissances qui donnent l'importance. C'est pour ça, on veut multiplier les formations. C'est toute une politique ! Sans compter qu'il y a des possibilités de voyages à l'extérieur... Les jeunes de Somiaga sont allés au Canada. Par an, il y a dix animateurs qui vont en France. Ça c'est du prestige, c'est quelque chose ! Dans la fonction publique, combien de fonctionnaires peuvent

aller en France comme ça ? »

Le ressort profond du mouvement *Naam* ainsi mis en évidence n'étant pas exempt d'ambiguïté, il est habituellement occulté. Les contradictions qui sont à l'origine des blocages de la société mossi sont escamotées : le problème de la configuration des rapports socio-politiques entre chefs et gens du commun, entre aînés et cadets, entre hommes et femmes, n'est traité que de façon symbolique, à la faveur d'incantations moralisatrices et culturalistes qui prétendent réussir une union entre l'héritage traditionnel et la modernité. En se référant au *Naam* ancien, le mouvement déclare contribuer à « *la création d'une société à la fois africaine et actuelle* », capable de sauvegarder « *les valeurs d'antan, une communauté de pensées et d'actions, la solidarité sociale, économique et politique, la cohésion entre les âges et les sexes* », et tout cela en s'appropriant les réussites des civilisations à technologie avancée et en rejetant « *les valeurs occidentales non désirées* »¹¹. Mais la « *philosophie* » des *Naam* qui se résume dans la formule « *développer sans détruire* » n'est-elle pas utopique ? Une analyse plus poussée des tenants et aboutissants du mouvement serait certainement éclairante, et permettrait de mieux saisir les conditions réelles du passage d'une dynamique essentiellement socio-politique à une dynamique de transformation économique.

Les méthodes d'intervention des *Naam*, quoique moins radicalement originales que le discours du mouvement veut le donner à penser, contribuent certainement au succès des interventions ; et ce d'autant plus qu'une large initiative est laissée aux associations de base qui se regroupent dans des structures fédérales gérées avec souplesse, sous le contrôle et avec l'appui d'un pôle central doté d'une rare efficacité idéologique et matérielle. Mais, en définitive, n'est-ce pas surtout aux considérables moyens financiers fournis par l'ONG « Six S » qu'il convient d'attribuer la réussite des *Naam* ? Sans cet atout majeur dont le poids déterminant est volontiers minimisé, les autres atouts exhibés par le mouvement ne sauraient servir à grand-chose.

« La force des Naam, c'est qu'ils sont riches. L'argent ne leur manque pas. Tout le monde le sait. C'est leur réputation et leur capacité. Leurs chefs sont très puissants. Ça, c'est trop intéressant ! Mais quoi, pour le reste ? Ils parlent tout le temps de solidarité et de tous ces qu'est-ce-qu'il-y-a du passé. Mais ils font comme les autres : chacun veut gagner. Leur argent, c'est l'argent des Blancs – des Allemands, des Suisses et je ne sais pas quoi encore. Si cet argent tombait, les Naam seraient vite finis. »

Pragmatisme et formation sur le tas

Que les conditions de la production agricole soient difficiles en pays mossi accrédiète largement l'opinion désespérée et désespérante selon laquelle ce pays ne serait qu'une cuirasse stérile vouée à la désertification. Cette opinion a une place de choix parmi les représentations mobilisées pour justifier la propension des Mossi à fuir leurs terroirs et leurs problèmes, et à ne rechercher la solution de leurs difficultés que dans une course perpétuelle *vers ailleurs*. Même les organismes chargés du développement sont fréquemment marqués par le scepticisme ou le découragement.

Face à l'ampleur des difficultés, certains préconisent de s'en tenir aux interventions

¹¹ ABRAAD, op. cit.

de type caritatif, tandis que d'autres cèdent à la tentation de mobiliser de gros moyens matériels et financiers, avec l'idée de transformer radicalement les conditions de la production. On connaît les limites des interventions de la première sorte ; et on sait que, de leur côté, les programmes lourds se soldent le plus souvent par des échecs spectaculaires, à la mesure des sommes englouties (ce fut le cas des premiers travaux de défense et de restauration des sols menés au Yatenga). Dans un tel contexte, la définition d'objectifs précis et sûrs aux plans technique et économique apparaît avec évidence comme un préalable à tout programme de formation et de développement. Et il sera pareillement important de tenir compte de la diversité, parfois contradictoire en apparence, des motivations en jeu au niveau des paysans – stratégies traditionnelles et modernes croisées, « *faim de pouvoir* » héritée des ancêtres, dans une société de plus en plus minée par les structures capitalistes. Trop d'échecs ont été à tort imputés aux paysans, alors qu'ils n'ont eu pour cause que des erreurs techniques ou une mauvaise appréciation de l'intérêt économique ou social des innovations proposées. Dans les cas les moins graves, c'est tout simplement le poids respectif des avantages et des inconvénients des innovations qu'on a omis de prendre en compte – rentabilité faible par rapport à un surcroît de travail important, par exemple. S'il est vrai que le manque de dynamisme des paysans peut freiner le progrès, on doit également reconnaître que leurs réticences sont parfois bien inspirées et qu'elles ont permis, à l'occasion, d'éviter de sérieux fourvoiements.

« On n'est pas des idiots. Quand ils viennent avec des actions intéressantes, ça va forcément nous intéresser. Alors, nous sommes bien capables d'apprendre. D'accord, c'est bon d'écouter l'encadreur quand c'est comme ça, parce que ça nous apprend. Mais autrement, il n'est pas plus malin que nous... »

Pour assurer la reproduction élargie de la société mossi et la reproduction de l'État burkinabé, il faudrait viser au-delà de l'objectif de la survie alimentaire. Mais, dans la situation actuelle, il ne serait pas réaliste d'être trop ambitieux, et les voies de formation et de développement les plus simples et les moins coûteuses se présentent aussi comme les plus prometteuses. Il faut encourager par tous les moyens possibles le passage d'une agriculture que l'on pourrait qualifier d'extensive, qui s'apparente à la cueillette, à une agriculture intensive, axée sur la bonification de la terre par le labourage, la fumure, la protection contre l'érosion. L'application suivie de façons culturales adéquates a montré, là où elles ont été expérimentées, que les sols les plus médiocres peuvent être améliorés au fil des années, et qu'ils parviennent en fin de compte à retenir suffisamment d'eau pour donner des récoltes, même avec une pluviométrie faible et irrégulière. Mais peut-on définir quelles sont, pour promouvoir une telle agriculture, les méthodes de sensibilisation, de vulgarisation, de formation, d'animation ou d'encadrement les meilleures ?

Aucune méthode d'intervention n'est parfaite en soi. Seule son efficacité pratique donne sa valeur à une méthode. Or, cette efficacité dépend toujours d'un grand nombre de facteurs – comme les motivations des divers acteurs concernés, le niveau de formation de ceux qui délivrent les messages de changement et de ceux qui les reçoivent, la nouveauté et la complexité de ces messages, les réseaux de communication et les structures d'autorité en place, le contexte social, culturel et économique. Sur le terrain, il n'est pas rare que les situations se présentent de façon apparemment contradictoire. Certaines innovations sont à porter à l'actif de structures d'encadrement qui, dans l'ensemble, ne se sont révélées que peu efficaces au regard de leurs objectifs de développement affichés –

ce fut le cas de l'introduction réussie de la culture attelée en pays mossi par la Société d'Aide Technique et de Coopération (SATEC) ; et pourtant, c'est une ineptie de vouloir assurer le progrès du milieu rural par une politique systématique d'encadrement. Il est certain que les contraintes extérieures, en particulier celles induites par l'économie de marché, jouent un rôle déterminant dans l'évolution des sociétés rurales, mais force est de constater que les paysans ne se laissent pas facilement encadrer, et que la diffusion de l'innovation emprunte habituellement d'autres canaux que ceux de l'Administration.

S'il est vrai qu'un problème complexe ne peut que rarement être résolu par une intervention simple, il n'est pas moins vrai qu'un tel problème peut, dans bien des cas, être progressivement résolu par de modestes interventions fractionnées, judicieusement échelonnées dans le temps. C'est une vue de l'esprit de postuler que le paysan doit maîtriser le processus complet de la modernisation de l'agriculture pour amorcer de façon utile la série des transformations qu'elle commande. Les modèles de formation construits sur ce postulat sont porteurs d'illusions. Ce qui importe le plus, c'est de fournir au paysan des perspectives claires et précises ; et d'éviter à tout prix de l'abuser en lui faisant croire à la possibilité de progrès spectaculaires, immédiats et définitifs, quand il ne s'agit que de progrès modestes, particuliers, et qui appellent des innovations complémentaires. En matière de formation, il n'y a pas de panacée. L'unique chose certaine, c'est que la moindre erreur commise par les intervenants se révèle généralement rédhibitoire, alors que la réussite exige l'action conjuguée d'une large gamme de facteurs favorables, programmée à moyen et long terme.

La motivation constitue de toute évidence le facteur primordial pour le succès des actions de formation et de développement : plus une initiative apparaît intéressante et profitable aux yeux de ceux qui doivent en bénéficier, plus elle a de chances d'être adoptée. Si les paysans sont conscients de l'utilité des innovations qui leur sont proposées, non seulement ils acceptent volontiers les formations qui leur sont offertes, mais ils en sont demandeurs, et il n'est pas rare qu'ils consentent à participer aux frais de formation. Les méthodes à employer ne posent alors pas davantage de problèmes : paysans et formateurs conviennent des solutions les plus pratiques et les plus efficaces.

Nous ne nous attarderons pas au cas, pourtant très fréquent, d'innovations qui sont refusées par le milieu paysan parce qu'elles ne sont pas réellement intéressantes – les inconvénients induits par les changements préconisés l'emportant, par exemple, sur les avantages qu'il serait permis d'en attendre. Les campagnes de sensibilisation sont alors, habituellement, d'autant plus acharnées que le combat apparaît douteux ; mais leur issue est toujours la même : l'échec. On a trop tendance à percevoir les pratiques socio-agraires paysannes – mossi en l'occurrence – comme dépourvues de toute rationalité ou logique interne propre, et de ce fait comme susceptibles d'être refaçonnées de l'extérieur.

Reste le cas des innovations qui semblent devoir s'imposer *en tout état de cause*, et que le milieu résiste à accepter ; cela peut aller de certaines actions commandées par la nécessaire intensification de l'agriculture à l'espacement des naissances, en passant par la promotion des jeunes ou des femmes, etc. Rien ne sert alors de condamner en bloc les résistances et de prêcher, à temps et à contretemps, un ordre nouveau, comme cela est courant lors des campagnes de sensibilisation. Une telle démarche ne peut conduire qu'à renforcer les blocages. Les représentations et les structures des sociétés paysannes ne changent pas à coup de discours ou de propagande, débités par des appareils extérieurs au milieu, à des fins qui lui sont étrangères. Définir des stratégies d'animation rurale

efficaces exigera plutôt d'analyser la logique sociale qui est à l'origine des résistances et des blocages, d'examiner avec le milieu concerné les résultats de cette analyse, et d'élaborer avec lui les lignes d'avenir qui semblent les mieux adaptées, les plus efficaces, et les moins onéreuses (pour la société qui doit se transformer comme pour les structures qui vont appuyer le changement). Cette démarche implique une part non négligeable de recherche, mais elle constitue aussi, de la façon la plus éminente, une action de formation où formateurs et candidats à la formation œuvrent de concert. On est ici aux antipodes de l'encadrement traditionnel. Sauf exception, ce n'est pas la complexité des savoirs et des savoir-faire novateurs qui pose problème pour la formation du paysannat, ni l'existence ou la non-existence d'un encadrement rapproché ; mais c'est l'absence habituelle de cohérence des politiques de formation, à ce carrefour crucial où se rencontrent les dynamiques paysannes et les options des structures modernes (système capitaliste et État).

Partie III

Contraintes et blocages structurels

Qu'attendent les paysans mossi, en 1990, des diverses formations qui leur sont ou devraient leur être offertes : qu'elles leur donnent les moyens d'échapper à la condition paysanne considérée comme ingrate et aléatoire, ou qu'elles leur permettent de l'améliorer dès lors qu'il apparaît qu'ils ne peuvent y échapper ? Dans l'état actuel des choses, il est évident que la première proposition de l'alternative fait l'objet de toutes les préférences. Vouloir l'ignorer ou postuler l'inverse est parfaitement illusoire et ne peut déboucher que sur des échecs ; c'est pourtant la position la plus commune. Comment expliquer que, malgré les discours officiels qui exaltent le travail de la terre et la valeur éminente des sociétés paysannes, une sorte d'impuissance radicale semble condamner le milieu rural mossi à la stagnation ? Parmi les déterminations majeures qui hypothèquent son avenir, nous examinerons successivement celles qui relèvent des structures traditionnelles et celles induites par le contexte macro-économique et politique. Le problème de l'insertion des jeunes est un problème de société plus qu'un problème de formation. Or, l'importance primordiale, voire exclusive, généralement attachée aux problèmes de la pédagogie du développement masque l'évidence des contradictions structurelles qui empêchent le développement ; et elle permet ainsi d'éviter ou de différer la prise de conscience des transformations radicales qu'imposerait, au niveau des rapports sociaux, une mise en oeuvre de politiques conformes aux objectifs énoncés par les discours officiels.

Pour les données concernant la société mossi traditionnelle, nous nous appuyons sur nos travaux passés relatifs aux Mossi, ainsi que sur ceux que nous avons menés en commun avec Jean Capron. Pour celles concernant les structures sociales actuelles du Burkina Faso, nous empruntons beaucoup aux analyses consacrées par Jean Capron à l'évolution récente de ce pays, et particulièrement à un document de travail inédit qui en traite longuement ¹².

La société traditionnelle

Il est clair, après les analyses qui précèdent, que nous ne partageons nullement les accusations communément portées par les développeurs en mal de réussite contre la *mentalité* du milieu traditionnel, réputée intrinsèquement arriérée et opposée au progrès. Il s'agit d'un mauvais procès, destiné à dissimuler les échecs des opérations de développement par le recours à une notion vague, dépourvue de toute utilité opératoire (la mentalité ne désignant qu'une attitude de résistance au changement, sans référence aux pratiques et représentations sociales concrètement en cause). Mais ce n'est pas pour autant que l'on peut faire l'impasse sur les blocages qui ont leur origine dans les structures et les valeurs de la société ancienne. Bien au contraire, nous sommes persuadé que, pour

¹² Jean Capron, *Le Burkina : l'impossible révolution ?* Vol I, *Les forces sociales en présence* (ms, 130 p., slnd).

concevoir le développement de la société mossi, pour préciser les conditions dans lesquelles peuvent s'opérer en son sein les changements qui paraissent souhaitables, il est indispensable de maîtriser un minimum de connaissances anthropologiques relatives à cette société. Ce n'est évidemment pas le lieu, ici, pour exposer cette anthropologie, accessible dans les ouvrages spécialisés ; mais, afin d'en montrer l'importance, nous en évoquerons certaines données qui sont déterminantes pour la formation et le développement. Le détour par l'anthropologie, habituellement négligé, est au moins aussi important que la définition des processus pédagogiques qui est souvent seule à retenir l'attention.

La puissance de l'ensemble mossi, concrétisée par son remarquable poids démographique et par ses structures politiques centralisées, s'est constituée sous l'impulsion et sous le contrôle d'une aristocratie guerrière, les *Nakomse*. Ceux-ci étaient davantage portés à assurer l'expansion et la reproduction de l'empire du Mogho-Naaba par des actions prédatrices que par l'agriculture. De ce fait, la civilisation mossi conserve jusqu'à présent la marque d'une survalorisation des symboles et des pratiques qui se rattachent à la force et au pouvoir, au détriment de ce qui a pu subsister de l'héritage agraire des paysanneries paléo-soudaniennes submergées par les *Nakomse*. L'agriculture ne saurait satisfaire que les besoins les plus élémentaires ; mais le pouvoir et le prestige se conquièrent loin des terroirs, de même que les moyens économiques qui assoient les structures de pouvoir dans la durée. Les bases de la reproduction de la société mossi se trouvent ainsi, pour une part importante, hors de son périmètre propre : hier sur les marches de l'empire, aujourd'hui dans les migrations vers l'ouest du Burkina et les pays de la Côte. Il en résulte une sorte de fuite permanente vers l'extérieur, qui permet à la société mossi d'esquiver les problèmes d'un système de plus en plus miné par ses contradictions internes (charge démographique croissante non accompagnée d'une intensification du système de production).

La prééminence donnée aux rapports de force dans l'ordre politique a fini par s'imposer dans le cadre des lignages et des familles, en sorte que la principale caractéristique des pratiques sociales mossi est traditionnellement la suprématie du *naam* (pouvoir) sur toutes les autres valeurs. Le *naam*, clé de voûte de l'organisation sociale, s'exprime donc à travers la conjonction du pouvoir lignager et du pouvoir étatique ancien : alliance entre les aînés et les *Nakomse*, et domination exercée par ces deux catégories sur les cadets (comme sur les femmes) et sur les gens du commun. Tout Mossi est hanté par un désir immodéré d'exercer un pouvoir, ne serait-ce que pour échapper au pouvoir d'autrui. Cela est bien illustré par ce proverbe : « *Si quelqu'un te propose de prendre le commandement d'un caillou, empresses-toi d'accepter ; sinon, un autre prendra ce commandement à ta place et t'obligera à porter ce caillou sur ta tête.* »¹³ Mais les mécanismes qui assurent l'accès au pouvoir et son renforcement font l'objet d'un contrôle rigoureux de la part des catégories qui le détiennent.

Le pouvoir ne procède pas, en pays mossi, de l'accumulation ou de la manipulation économique. Qu'il s'agisse de l'aristocratie politique ou des aînés, les dominants n'opèrent pas de ponction significative sur les biens des dominés. Pour les uns comme pour les

¹³ Les informations fournies plus haut sur la dénomination et le vécu des associations de développement *Naam*, et sur le modèle dont elles se sont inspirées, illustrent à leur façon la valorisation du « *pouvoir pour le pouvoir* » si caractéristique des Mossi.

autres, le pouvoir repose sur le contrôle des circuits matrimoniaux. Dans un système social que la polygamie permet de maintenir foncièrement inégalitaire, c'est le contrôle de la circulation des femmes et leur capitalisation qui règlent l'accès au pouvoir et modulent son exercice. En plus des femmes qui revenaient traditionnellement aux chefs à la suite d'une faute ou d'un conflit, et de celles dont ils s'emparaient plus ou moins de force, beaucoup leur étaient données sans obligation de contrepartie matrimoniale, par des roturiers qui voulaient se concilier leurs faveurs. Les chefs se constituèrent ainsi d'importants stocks de femmes au cours des années. La plupart d'entre elles étaient redistribuées en mariage *pug-siure*, la première fille de la femme donnée étant retournée au donateur à titre de compensation matrimoniale différée, de sorte que les réserves matrimoniales des chefs se trouvaient sans cesse renouvelées¹⁴. Aujourd'hui encore, les chefs continuent à gérer ces stocks pour reproduire et étendre les liens de subordination sur lesquels se fonde leur pouvoir. Quant aux aînés des lignages roturiers, ils maintiennent les cadets dans une situation d'exploités *domestiques* en accaparant les jeunes femmes à leur profit, et en obligeant les jeunes hommes à attendre au-delà de trente ans l'attribution d'une épouse et la possibilité d'atteindre ainsi la majorité sociale.

Cet assujettissement des cadets, qui repose sur l'aliénation du sexe féminin au mécanisme de la reproduction du pouvoir des hommes (aînés et chefs), est une donnée fondamentale qu'il est indispensable de prendre en compte pour comprendre comment fonctionne la société mossi, et pour tenter d'imaginer comment les stratégies matrimoniales anciennes pourraient être dénoncées à la faveur de campagnes de sensibilisation et de mobilisation *politiques*. Fuir le village, les aînés et les chefs, si possible avec une femme enlevée, apparaît aujourd'hui comme la meilleure issue pour les jeunes hommes qui ne se contentent pas d'un statut inférieur d'aide familial. Ce statut est d'autant plus mal supporté que la société de marché exalte la compétition individuelle pour l'accès aux biens de consommation qui fondent les nouvelles formes du prestige social. Même la pratique matrimoniale s'en trouve progressivement affectée : il faut aujourd'hui un minimum d'argent pour se marier – argent que seule la migration permet de se procurer. Vouloir former les jeunes pour assurer leur insertion précoce dans le milieu rural ne saurait être qu'un vœu pieux, et ne peut mener qu'à des échecs coûteux tant que subsistent les verrous socio-politiques qui referment la société mossi sur elle-même au niveau des aînés et des chefs.

L'environnement socio-économique

Indépendamment du problème matrimonial, on peut considérer comme certain que les jeunes continueront à quitter le milieu rural aussi longtemps qu'ils ne pourront pas y trouver – ne serait-ce qu'en partie – ce qui les attire ailleurs. Il ne suffit pas d'exalter les mérites de la vie rurale à l'école ou dans les discours politiques pour rendre cette vie désirable, quand tout ce qui est valorisé et envié ne peut être recherché et acquis qu'en la quittant. On a trop tendance à croire, ou à feindre de croire, que la formation peut permettre de rectifier les déséquilibres du champ social par l'intermédiaire d'opérations neutres, à l'écart des rapports de forces, et qu'il serait ainsi possible de faire l'économie des réformes de fond qui s'avèrent nécessaires pour sortir des impasses de la situation

¹⁴ Cf. Jean Capron et Jean-Marie Kohler, Migration de travail et pratique matrimoniale, in *Enquête sur les mouvements de population à partir du pays mossi*. Ministère de la Coopération de la République Française et Ministère du Travail et de la Fonction Publique de Haute-Volta, Ouagadougou, ORSTOM, T. 2, fasc. 2, pp. 1-161, multigr.

actuelle. Ce qui est fondamentalement en cause, c'est le problème crucial de la répartition des richesses nationales et du pouvoir entre le milieu urbain et le milieu rural.

Le fait est que les paysans – qui regroupent 90 % de la population du Burkina Faso – vivent en marge à la fois de l'économie dominante et de la vie politique, et ce en dépit des discours sans cesse répétés sur le développement rural et sur la participation des *masses paysannes* au pouvoir de l'État. L'analyse du budget national et de l'origine des dirigeants politiques ne permet aucun doute à ce sujet. Les investissements réalisés en milieu rural ne représentent qu'une proportion dérisoire des capitaux publics et privés investis dans le pays ; et les structures de développement qui sont censées appuyer la promotion du paysannat sont imposées de l'extérieur, dans la perspective d'un maintien de l'ordre établi. On laisse aux paysans le soin de s'auto-promouvoir dans le cadre du système en place, ce qui permet de perpétuer leur exclusion aux moindres frais. Au plan politique, les forces du monde rural ne sont pratiquement pas représentées, alors même que c'est l'image médiatique du paysannat pauvre et méritant du Burkina qui attire de l'étranger, sous forme de prêts et de subventions, entre le tiers et la moitié du budget national.

Il serait certes erroné de prétendre que la bourgeoisie urbaine se reproduit grâce à la ponction qu'elle opère sur le milieu rural, tant sont faibles les surplus que ce milieu dégage. Mais il est indéniable que cette bourgeoisie détourne à son profit l'essentiel des ressources de l'État (aide extérieure, taxes d'importation et impôts), condamnant du même coup le paysannat à la stagnation. Quoique modestes par rapport à ce que l'on trouve dans bien d'autres pays, les salaires des fonctionnaires et des militaires, de même que les profits réalisés par les commerçants, sont sans commune mesure avec les revenus des paysans ; et l'écart ne cesse de s'agrandir. Au-delà des classes dirigeantes et de la bourgeoisie commerçante, c'est tout le milieu urbain qui, d'une certaine façon, se révèle uni et solidaire face au milieu rural. À quelque niveau qu'ils se situent sur l'échelle des revenus, les citadins ont tous intérêt à voir la ville prospérer – même les plus pauvres, puisque leur survie en ville, toujours menacée, en dépend. Et, de son côté, l'État se montre d'autant plus empressé à financer les infrastructures urbaines qu'elles expriment de façon symbolique son pouvoir et contribuent à le renforcer.

Au cours des cinq dernières années, Ouagadougou s'est transformé en « *une vraie capitale* », avec des cités pour les fonctionnaires et assimilés, des buildings luxueux, de larges avenues, de spacieuses places publiques, et un immense stade moderne. Non seulement les sommes considérables investies dans l'aménagement urbain constituent autant de crédits soustraits au budget du développement rural, mais elles ont creusé davantage encore le fossé qui sépare la ville de la campagne, les citadins des ruraux. L'antagonisme entre ces deux catégories de citoyens inégaux est réel, même s'il est systématiquement occulté par les citadins qui entendent ainsi tenir leurs privilèges à l'abri des contestations, et même si la paysannerie exclue et dominée n'est pas suffisamment unie et consciente pour l'explicitier.

Face à la brousse, la ville apparaît comme le lieu où peuvent s'acquérir l'argent, les marchandises modernes, les relations utiles, et le savoir qui permet d'échapper à la pauvreté. C'est par excellence le lieu des loisirs, des plaisirs et de la réussite. À l'opposé, la brousse apparaît comme un lieu de relégation pour les miséreux, condamnés à « *gratter une terre ingrate qui ne rétribue pas la sueur* ». Les modèles de comportement et les valeurs qui s'imposent peu à peu jusqu'aux confins de la brousse sont ceux des citadins et

de l'économie capitaliste qui se nourrit du développement urbain. Il est évident que ce n'est pas dans un pareil contexte que le milieu rural pourra effectivement progresser, quelle que soit la politique de formation et de développement affichée. Si la formation est indispensable pour accompagner les transformations structurelles qui s'avèrent nécessaires, elle ne saurait se substituer à elles. Toute formation a les limites du système social au service duquel elle opère. Quand son objectif ultime est le maintien de l'ordre établi, la paysannerie est poussée à intérioriser son exclusion. Par contre, une formation qui veut contribuer à créer un ordre nouveau sera inévitablement subversive.

Avec cette sorte de *développement séparé* qui prévaut actuellement au Burkina, la ville continuera à attirer les ruraux. Le mouvement risquera même de s'amplifier avec la mauvaise récolte de 1990 et les difficultés croissantes que rencontrent les migrants en Côte-d'Ivoire. Mais la capacité d'absorption de Ouagadougou n'est pas illimitée, et il est prévisible que l'équilibre actuel finira par basculer. Les effets de la politique d'ajustement structurel, notamment sur les fonctionnaires qui sont encombrés de parents venus de la campagne, pourraient déclencher une crise grave.

Un rendez-vous manqué

La Révolution intervenue en 1983 au Burkina Faso sous la conduite de Thomas Sankara est restée très en deçà des objectifs qu'elle s'était initialement fixés. Elle n'a pas réussi à se doter d'une assise sociale en milieu rural. Les paysans n'ont pas accédé à des positions de pouvoir significatives dans les structures de l'État, et les multiples formes de domination qu'ils subissent depuis l'époque précoloniale et depuis la colonisation n'ont guère été modifiées. Néanmoins, les campagnes de *conscientisation* menées sous la Révolution ont contribué à éclairer les esprits et à faire naître des motivations nouvelles. Certaines réformes ébauchées au bénéfice de la paysannerie laissent des traces, et le discours officiel continue à se référer au thème de la priorité à accorder au développement du milieu rural. C'est incontestablement la première fois dans l'histoire du Burkina que l'État a publiquement reconnu l'antagonisme qui oppose les paysans à la bourgeoisie et qu'il s'est positionné – ne serait-ce que formellement – en faveur des premiers. Et c'est aussi la première fois que la promotion des jeunes et des femmes a été effectivement encouragée par le pouvoir politique. Cela n'a pas été oublié en brousse.

« Sankara, c'était bien au début. Puis il a exagéré. Je ne regrette pas Sankara. Mais celui qui dit qu'il n'a rien fait pour la brousse, c'est un vrai menteur ! Il avait beaucoup d'idées pour le bien des paysans et pour le développement. Et il n'avait pas peur de forcer ceux qui profitaient : les chefs, les fonctionnaires, personne, et même les ONG... Avec lui, la place est vite perdue pour celui qui ne fout rien ou qui magouille. Mais, maintenant, ça recommence... »

La demande de scolarisation et d'alphabétisation est largement à porter au crédit de la Révolution, même si les moyens qui furent employés sont en partie critiquables et si les résultats obtenus se révèlent assez décevants. En dépit des réserves que l'on peut émettre sur le foisonnement des groupements villageois suscités par la Révolution, il faut reconnaître que le monde rural a tenté de s'organiser à la base comme jamais il ne l'avait fait auparavant – même quand ce ne fut que pour capter les crédits disponibles auprès des ONG... Mais la transformation peut-être la plus importante amorcée par la Révolution, la plus cachée aussi parce que la plus profonde et la moins achevée, s'est située au niveau des rapports politiques : les relations avec les diverses instances de pouvoir se sont

banalisées et assainies. Le chef, le fonctionnaire et le missionnaire ne sont plus perçus comme avant. Enfin, les jeunes et les femmes ont, par endroits, réussi à se dégager quelque peu des entraves de la société traditionnelle.

« Maintenant, c'est l'habitude. Mais d'abord, quand je disais 'camarade' à un haut-placé, ça fait quelque chose... Je respecte lui comme autrefois, c'est vrai. Mais c'est pas pareil. Il n'y a pas de peur. Avec Sankara, c'est les autres qui ont attrapé la peur. Il y en a trop qui sont tombés. Celui qui vole dans la caisse, chacun peut le dénoncer, et il ne durait pas. »

Pour importants qu'ils furent, les changements ainsi amorcés dans les attitudes et les relations au sein du milieu rural n'ont pas été aussi décisifs que certains l'avaient espéré. Il n'était sans doute pas possible de changer en peu de temps des habitudes trop solidement établies et qui mettaient en jeu beaucoup trop d'intérêts. Après les premières avancées, il y a eu le reflux. Les réformes institutionnelles ne furent pas aussi promptes que les audaces idéologiques ; et, quand elles intervenaient, c'était souvent de façon improvisée, voire désordonnée. Mais ce qui a le plus lourdement hypothéqué les actions entreprises par la Révolution en faveur du monde rural, c'est son caractère totalitaire, lié à l'absence d'assise populaire du pouvoir.

Conclusion

Orientations générales

Nous ne reprendrons pas ici les orientations sectorielles qui concluent les analyses présentées dans ce document, qu'il s'agisse des programmes de formation spécialement conçus pour les jeunes (15 à 30 ans), de la formation initiale des enfants (dès l'âge de 7 ans), ou des conditions d'efficacité des actions menées en vue de la promotion des adultes. Rappelons simplement quatre points qui nous paraissent essentiels en ce qui concerne ce dernier secteur d'activité : la nécessité d'organiser la formation en fonction des demandes concrètes émanant des paysans eux-mêmes, selon des formules souples et légères ; l'importance d'une participation active des divers acteurs du monde rural à la formation, en privilégiant l'expérimentation dans les villages, les échanges d'expériences et les visites de réalisations paysannes ; l'évaluation et le suivi de la formation ; la priorité à donner aux formations destinées aux femmes et aux jeunes filles. Dans toute la mesure du possible, ces formations sont à organiser dans le milieu, pour diminuer les risques de déracinement et les frais, mais surtout parce que les savoirs et savoir-faire transférés *in situ* sont assimilés plus facilement.

En ce qui concerne les actions de formation et d'appui organisées pour les femmes, on se rappellera qu'elles sont d'un intérêt capital en raison de leur double efficacité. Non seulement elles touchent la moitié de la population – et une moitié qui assure des fonctions essentielles dans le système de production ; mais elles peuvent contribuer à faire dépasser un des blocages les plus graves de la société mossi, à savoir la domination des cadets par les aînés, qui s'exerce par l'intermédiaire du contrôle et de la capitalisation des femmes. C'est dans tous les domaines et à tous les niveaux des activités sociales que des initiatives devraient être prises pour la promotion des femmes, moyennant l'instauration d'un système de quotas partout où cela sera possible. Il faut scolariser les filles, soulager les femmes dans leurs tâches domestiques et agricoles (moulins, presses, transport, culture attelée, etc.), les aider à obtenir des ressources autonomes par des activités agricoles et artisanales (maraîchage, moutons de case, tissage, etc.), leur faire acquérir des compétences et les valoriser par des formations d'adultes (alphabétisation, apprentissage d'activités rémunératrices, etc.), et leur confier systématiquement des responsabilités.

Il va sans dire qu'un tel programme de promotion comporte inévitablement de considérables enjeux politiques : la transformation du statut de la femme implique une mise en cause radicale de l'ensemble de la distribution des pouvoirs qui fonde l'ordre établi. Aussi importe-t-il de prévoir que les actions envisagées dans ce domaine rencontreront de sérieuses résistances.

Quant au dispositif d'encadrement agricole hérité du passé, il pourrait, sans préjudice majeur, être sensiblement allégé. Les crédits qui se trouveraient ainsi libérés pourraient être investis dans des actions de formation et d'appui auprès de groupements mieux ciblés ; et, de façon plus générale, ils pourraient servir à financer des

aménagements, à subventionner des intrants et à promouvoir des structures commerciales utiles au paysannat. On sait que les innovations les plus intéressantes se propagent quasi spontanément, selon les canaux traditionnels ou modernes en place dans le milieu paysan. Le problème n'est pas d'encadrer les initiatives internes (ce qui conduit souvent à les étouffer), mais de les accompagner quand cela s'avère nécessaire. Le rôle de l'État est de coordonner les financements et d'assurer le suivi des opérations, pour contrôler l'évolution et rectifier les orientations en cas de besoin. De même, il lui revient d'encourager les progrès en matière de confort, de vie culturelle et de loisirs dans les villages. Mais, fondamentalement, le ressort de l'initiative paysanne se trouve dans une démocratisation des relations socio-politiques à l'intérieur de la société mossi comme au sein de la nation, et dans un réaménagement du cadre économique qui régit les rapports entre le milieu urbain et le milieu rural. C'est surtout à ce double niveau que le rôle de l'État est capital.

Pour terminer, nous soulignerons l'importance qu'il y aurait à engager une réflexion de fond sur le problème des politiques de formation. Dans un effort commun de critique et de prospective, elle devrait mobiliser les techniciens de la formation et du développement, les responsables politiques, et les chercheurs spécialisés dans l'étude de l'évolution des milieux paysans. D'une part, pour réaliser une synthèse des enseignements déjà disponibles, ou qu'il est possible de rassembler à partir des expériences passées ou en cours. D'autre part, en vue d'élaborer une problématique nouvelle pour une politique de formation prenant en compte à la fois la conjoncture telle qu'elle se présente, et les réformes structurelles qui se révèlent indispensables pour assurer l'avenir.

La recherche devrait, dans une telle perspective, être en mesure d'apporter une contribution essentielle. Pour le moment, elle demeure un secteur d'activité trop peu impliqué dans les interventions de formation et de développement. Le modèle qui continue à prévaloir est celui de la station agronomique expérimentale, qui privilégie les recherches sur les conditions techniques de la production, sans prendre suffisamment en considération les paramètres sociaux (qui sont souvent déterminants). Ses résultats sont de ce fait peu utilisables dans bien des cas, et il arrive que des programmes de recherche coûteux se poursuivent durant des années sans le moindre impact concret sur l'environnement paysan. La recherche universitaire menée par les étudiants et les enseignants se révèle parfois mieux centrée sur les problèmes de formation et de développement, mais elle manque souvent d'efficacité en raison de sa dispersion et de la faiblesse des moyens dont elle dispose.

La promotion d'une recherche utile à la formation et au développement exige que les programmes soient conçus dans l'optique d'une approche globale et concrète des problèmes, qu'ils soient interdisciplinaires et en prise directe sur les milieux appelés à en bénéficier, et qu'ils s'inscrivent dans une durée d'observation suffisante. Les collectivités villageoises sont à considérer comme le cadre le plus pertinent pour de telles recherches, qui sont à mener en dialogue permanent avec l'ensemble des acteurs sociaux intervenant localement – les paysans étant évidemment les premiers intéressés¹⁵. Les modalités de l'utilisation des résultats de la recherche sont également à établir en collaboration avec le milieu et avec tous ceux qui ont vocation à intervenir pour la formation et le développement – en particulier avec les structures de vulgarisation et d'appui. Mais l'attention portée en priorité au terrain ne devra pas faire perdre de vue l'environnement

¹⁵ Des études de ce type ont été lancées par l'ORSTOM au Burkina Faso et au Cameroun.

macro-social, car le milieu rural ne pourra se développer qu'en se libérant de son statut dominé¹⁶.

¹⁶ Il n'est pas sans intérêt de relever, pour finir, que le rapport de mission reproduit ici n'a guère retenu l'attention des responsables du développement auxquels il a été communiqué, et qu'il n'a reçu aucune suite. Il fut jugé trop long, trop compliqué et pas assez pratique : « *L'auteur aurait dû s'en tenir à l'essentiel, et déboucher sur des propositions plus concrètes !* » Le sort de ce rapport, et de bien d'autres, oblige à s'interroger sur l'incapacité fonctionnelle de bien des développeurs à utiliser les travaux de recherche portant sur les sociétés qu'ils prétendent vouloir développer...

Annexe

Liste des documents cités

Étant donné la complexité des problèmes à traiter et les contraintes de temps qui ont pesé sur la mission, celle-ci n'a été réalisable que grâce à l'expérience et aux connaissances acquises par le chercheur à l'occasion de ses travaux antérieurs sur la société mossi. Toutefois, pour être pleinement efficace, le travail de terrain aurait dû être préparé par l'étude des principaux documents disponibles concernant les problèmes des formations rurales au Burkina Faso, particulièrement pour les régions à visiter. Il existe en effet une documentation considérable et parfois d'excellente qualité sur ces problèmes : rapports des Services administratifs et techniques du Burkina, notes de la Mission Française de Coopération et d'Action Culturelle, rapports d'activité des ONG, évaluations, comptes rendus de colloques ou de séminaires, écrits scientifiques (articles, mémoires, thèses), etc. Faute d'avoir été programmé, ce travail n'a pas pu être effectué avant la mission, et il n'a guère été possible de remédier à cette carence au cours de celle-ci, ou lors de la rédaction du rapport.

Le fait de n'avoir pas eu connaissance des travaux très pertinents de Arouna Pazotboum Ouédraogo sur la formation des jeunes ruraux au Burkina doit être particulièrement regretté. Et un grand nombre d'informations intéressantes aurait également pu être puisé dans la thèse très fouillée que Marie Christine Henry a consacrée à l'évolution du métier d'encadreur dans ce même pays, de la colonisation à nos jours.

Contribution de la FJA dans la politique de développement rural de la RDP, Séminaire national de la FJA, Burkina Faso, Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, Bobo Dioulasso, 11-15 septembre 1984.

Évaluation interne de l'impact des actions de formation sur les formes des CFJA, Burkina Faso, Ministère de l'action coopérative paysanne, Ouagadougou, février 1989.

Séminaires sur la redynamisation des CFJA, Burkina Faso, Ministère de l'action coopérative paysanne, mai-juin 1989.

Kouame Yao, *Évaluation CAR Moore*, INADES-Formation Burkina, juin 1990.

ABRAAD (Association Burkinabé de Recherche Action et Auto-Formation pour le Développement), *Rapport d'évaluation des activités du Comité de Développement de la Région de Yako-CDRY, 1972-1979-1989*, Ouagadougou, 1990.

Bernard Lédéa Ouédraogo, *De l'association traditionnelle Kombi-Naam à l'association internationale Six S (Se Servir de la Saison Sèche en Savane et au Sahel)*, ms, slnd.

Jean Capron et Jean-Marie Kohler, *Migration de travail et pratique matrimoniale*, in *Enquête sur les mouvements de population à partir du pays mossi*. Ministère de la

Coopération de la République Française et Ministère du Travail et de la Fonction Publique de Haute-Volta, ORSTOM, T. 2, fasc. 2, pp. 1-161, multigr., Ouagadougou, 1975.

Jean Capron, *Le Burkina : l'impossible révolution? Vol I, Les forces sociales en présence*, ms, 130 p., sld.